

La Communale

La lettre d'information des directeurs de l'éducation

n° 57 / AVRIL 2016 - www.andev.fr

SOMMAIRE

02 DOSSIER LE CONGRÈS DE LYON

02 Compte-rendu de l'Assemblée Générale

06 DOSSIER RÉFORME DES TEMPS ÉDUCATIFS

06 Ville de Brest : Rencontre Nationale des PEL

07 Volet éducatif des contrats de ville, le PRE et les nouvelles dynamiques locales : contrats de ville et PEDT, séminaire du CGET

10 Ville de Nantes : une évaluation partagée et concertée de la mise en œuvre de la réforme des rythmes

14 Evaluation : le temps périscolaire doit être évalué par sa capacité à favoriser le bien-être de l'enfant avant de nouveaux savoir-faire

15 Les Amanins : une école avec pédagogie différenciée

17 Alerte au bruit dans nos cantines

19 DES RÉACTIONS

19 La réforme des collèges

21 Le ciment du changement repose sur ces composantes : aptes à s'écouter et ainsi à se lier

22 VIE DE L'ASSOCIATION

22 Deuxième rencontre avec le défenseur des droits des enfants

26 Participez aux Rencontres de l'ORME les 8 et 9 Juin 2016 !

27 L'ANDEV fête ses 25 ans ! L'histoire commune des 25 ans de l'Andev et de 25 années de construction des politiques éducatives locales

28 VIE DES RÉSEAUX RÉGIONAUX

28 Compte-rendu du réseau Sud – Méditerranée réuni à Aix-en-Provence le 16 octobre 2015

32 LECTURES

édito



Paul Monnoyer
Président de l'ANDEV
Mission Projet Educatif
Local Brest



Le dernier Congrès de l'ANDEV à Lyon a réuni encore une fois nombre de nos collègues chargés des questions d'éducation dans les collectivités territoriales. A cette occasion, l'assemblée générale, temps fort pour notre association, a permis de communiquer sur notre travail à tous : membres du conseil d'Administration, de la Commission Permanente et adhérents. Sans la participation de chacun, notre association ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui.

Fier de la confiance qui m'a été accordée, je veux rendre hommage à Anne Sophie Benoit, que j'ai accompagnée, avec bonheur, en tant que vice-président, et la remercier pour le travail accompli ces dernières années. Durant ces premiers mois de mandat, le nouveau bureau et la commission permanente se sont concentrés sur l'organisation du travail en interne en redéfinissant des groupes de travail et des correspondants privilégiés par thématique au sein de chacune de ces instances. Ces réorganisations et la réécriture du projet associatif, je l'espère, donneront une meilleure lisibilité à tous les adhérents mais aussi à nos partenaires. Vous êtes pleinement concernés par celui-ci, et nous allons vous demander d'y collaborer, soit dans le cadre des réseaux régionaux, soit à titre individuel.

Face aux défis qui nous attendent, celui-ci permettra de fortifier le réseau, d'alimenter la réflexion globale et d'affirmer le rôle des collectivités dans la mise en place des politiques éducatives. Notre association vient d'obtenir en ce début d'année l'agrément du ministère de l'Éducation Nationale ce qui marque la reconnaissance de notre travail par cette institution. Mais il ne s'agit pas maintenant d'agir uniquement en complémentarité de l'école publique, mais avec tous les acteurs de l'éducation : formelle, non-formelle et informelle au service de l'enfant et du jeune. Notre ambition est de réussir cette complémentarité éducative non pas pour les façonner, mais afin de leur permettre de se construire eux-mêmes.

L'association évolue et ses membres avec... Appelé à de nouvelles fonctions dans ma collectivité au 1^{er} juillet, qui ne seront plus du domaine de l'Éducation, je dois vous annoncer à regret mon départ à cette date. L'ANDEV a aujourd'hui un conseil d'administration en partie renouvelé qui devra élire prochainement son nouveau Président qui portera, j'en suis sûr, le nouveau projet associatif avec dynamisme et détermination !

Bien à vous,

Paul Monnoyer

LE CONGRÈS DE LYON

Compte-rendu de l'Assemblée générale

Anne-Sophie BENOIT, présidente de l'association, remercie l'ensemble des membres présents à cette assemblée et annonce son départ de la présidence. Elle salue tout le travail réalisé depuis ces six dernières années, le dynamisme des réseaux et le nombre grandissant de sollicitations faites à l'ANDEV qui atteste de la vitalité de l'association et de sa capacité à se mobiliser tant au niveau régional que national. L'ANDEV prend un nouveau départ, construit son projet associatif avec une volonté de travail collaboratif.

I. Rapport d'activité présenté par Anne Sophie BENOIT

Le rapport d'activité présenté retrace toutes les actions et réflexions de l'association, du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015. Anne Sophie BENOIT suggère pour les prochaines années d'établir un rapport d'activité par année civile dans un souci de clarté, notamment sur le plan financier.

1/ Organisation et fonctionnement de l'association

Créée en 1992, l'ANDEV est le support d'un réseau professionnel d'échanges et de réflexions sur l'action éducative locale et les métiers qui y participent au sein du système éducatif français.

Les adhérents

L'ANDEV compte 307 adhérents pour l'année 2015. La baisse par rapport à l'année 2014 est à mettre en balance avec le nombre de nos sympathisants qui participent régulièrement aux réseaux régionaux et qui s'élèvent à 273 aujourd'hui.

Les différentes strates de population sont bien représentées par les cadres de l'éducation au sein de l'association, avec une majorité de villes de 10 000 à 50 000 habitants.

Le nombre important de villes de moins de 10 000 habitants montre que l'ANDEV n'est pas seulement un réseau urbain. Parmi les villes de plus de 150 000 habitants, on compte 14 des 20 plus grandes villes françaises. (Lille, Lyon, Toulouse, Strasbourg, Nantes, Reims...).

La répartition géographique montre une forte représentation du réseau « grand ouest » et juste derrière le réseau « Ile de France/Normandie ».

Les cadres des départements sont toujours peu nombreux, les thématiques étant parfois encore éloignées de leurs préoccupations.

On compte principalement des directeurs de service ou chefs de service qui agissent au sein des services éducation ou encore affaires scolaires ou encore enfance et jeunesse mais également des Directeurs Généraux Adjointes ayant en charge l'éducation et quelques Directeurs Généraux de Services.

On compte aussi des cadres des départements, qui représentent 9 départements, des responsables de PEL, quelques élus et des cadres du CNFPT.

Le Bureau National

Le bureau de l'association, organe exécutif de l'association a été élu en marge de la commission permanente du 18 décembre 2014 par le Conseil d'Administration. Il est composé de 8 membres auxquels a été associé un membre en charge de la recherche de financements pour l'association.

Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a été élu le 18 décembre 2014. Il regroupe 24 membres, dont font partie les secrétaires nationaux en charge d'un réseau régional, le secrétaire national en charge du congrès de l'année précédente et les secrétaires nationaux en charge des thématiques transversales : formation, site internet, etc.

La Commission Permanente

La commission permanente est la structure active de l'association regroupant 43 membres (10 à 15 réguliers)

La commission permanente s'est réunie 11 fois lors de l'exercice écoulé et s'est beaucoup mobilisée sur la réforme des rythmes scolaires, la réussite éducative et la formation des cadres.

Le Réseau Territorial

L'animation des réseaux régionaux joue un rôle majeur dans la mise en œuvre des politiques éducatives. Ce sont de véritables espaces de réflexions, de rencontres et d'échanges.

2/ Carnet de travail de l'association

Le carnet de travail de l'association est bien rempli. L'ANDEV est souvent sollicitée, notamment pour des auditions, des colloques, des journées d'études ou encore des salons, des interviews, des publications d'articles et enquêtes ou encore une participation aux instances nationales et régionales.

Les partenariats

- Le POLOC
- L'ORTEJ
- CANOPE : réseau de création et d'accompagnement pédagogique
- WEKA
- IDEAL CONNAISSANCES

La formation

Dès sa création en 1992, l'ANDEV, qui s'est toujours positionnée dans une dynamique de réflexion/action, a considéré la formation des acteurs locaux du système public de l'éducation comme un des leviers essentiels de son engagement.

Ainsi de nombreux projets, coopérations et interventions ont notamment lieu avec le CNFPT.

L'ANDEV a répondu encore favorablement aux sollicitations provenant de l'Education nationale (l'ESEN entre autres) ou de l'université, de divers réseaux d'élus, de syndicats d'enseignants ou de mouvements pédagogiques, des partenaires de l'éducation populaire ou de fédérations de parents d'élèves.

Les membres de l'ANDEV interviennent également sur des formations hors CNFPT :

- acteurs de la vie scolaire (groupe territorial)
- éducation et territoires
- Weka formation, sciences Po Lille et d'autres.

Au regard des nombreuses sollicitations reçues par l'ANDEV, Anne Sophie BENOIT rappelle l'hypothèse engagée à plusieurs reprises de la création d'un « pôle de formation » au sein de l'ANDEV.

Le congrès 2014

Le congrès 2014 s'est déroulé les 4 et 5 décembre sur 2 journées à Reims où l'ANDEV avait choisi de questionner l'actualité éducative sous plusieurs angles : celui du bien-être à l'école, l'éducation prioritaire, les parcours éducatifs et la particularité de l'école maternelle, à l'heure où la refondation de l'école prenait toute sa place dans le cadre des missions annoncées : 200 participants, et une enquête sur les rythmes scolaires analysée sous la forme de livret associé.

Patrick PICARD était le grand témoin des deux journées aux côtés d'Ornella DEL GIUDICE, Vice-Présidente de l'ANDEV et organisatrice du congrès, qui a disparu dans des conditions tragiques en août dernier.

3/ Vie des réseaux régionaux

Ils sont au nombre de huit cette année (Réseaux Sud-Méditerranée, Sud-Ouest, Grand Ouest, Ile de France/Normandie, Rhône-Alpes, Centre, Nord Est et Nord). Leur activité est rapportée dans la revue communale ou dans divers documents posés sur notre site internet ainsi que leurs coordonnées.

4/ Outils de Communication

La communale

La Communale » est le bulletin de liaison de l'association, éditée et diffusée à 1 000 exemplaires auprès des adhérents, des abonnés et des contacts institutionnels. Sa publication est effectuée depuis 2005 en partenariat avec CANOPE, Elle est majoritairement rédigée par des membres de l'ANDEV, professionnels territoriaux de l'éducation.

D'une façon générale, le manque de rédacteurs pose problème et rallonge d'autant les délais de bouclage de chaque numéro.

Les actes du congrès 2014 de Reims

Weka édite dans le cadre de notre partenariat, les actes de nos congrès depuis 2012. Ceux de Reims ont été publiés début novembre 2015.

Le site internet

Le site Internet enregistre une fréquentation limitée depuis 1 année ; en l'absence de chargée de missions, les membres de la commission permanente nourrissent le site.

Le rapport moral de la présidente est adopté à l'unanimité par les membres de l'assemblée générale, Anne Sophie BENOIT donne la parole à Arnaud CHIOMENTO, trésorier de l'association qui le rapport financier.

II. Rapport financier de l'association présenté par Arnaud Chiomento

L'exercice comptable présenté couvre 12 mois d'activités, soit du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015.

Ces comptes ont été au préalable expertisés par un commissaire aux comptes, Sylvie Auneau, inscrite au tableau de l'ordre de Paris Île-de-France et désignée par les membres du bureau de l'association.

Elle a établi un rapport général et procédé aux vérifications d'usage, conformément aux normes de la profession et aux règles prévues par la loi.

Le rapport conclut à la sincérité et à la concordance des comptes annuels présentés et certifie qu'ils donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière de l'association.

Le trésorier apporte des précisions concernant les dépenses et les recettes.

1/ Le compte de résultat : bilan comptable

L'excédent de l'association pour cet exercice est porté à 12 0383,96 €.

➤ Les Recettes : 89 377,00 €

Les recettes sont en très légère augmentation (+ 4 311,89 €) comparé à l'exercice 2014.

À noter que toutes les recettes du congrès de Guyancourt n'ont pas encore été totalement perçues. Une procédure juridique est à l'étude pour percevoir les sommes manquantes.

Les cotisations des adhérents sont à nouveau à la hausse comparée à la précédente année (+ 5 884,05 €). Ce constant est notamment la résultante du travail soutenu que font les responsables de réseaux régionaux auprès de leurs adhérents.

Globalement, les recettes sont en légère hausse cette année (+ 4 640,00€), soutenues notamment par la vitalité des adhésions.

➤ Les dépenses (-77 293,04 €)

Les charges sont en nette baisse (-30 770,07 €) comparé à l'exercice précédent, notamment en raison de l'arrêt du contrat de la secrétaire générale.

Le site internet, poste de dépense important de l'association, sera étudié au premier semestre 2016 pour tendre vers une solution moins coûteuse.

À noter aussi une augmentation des frais de déplacement, notamment en raison des frais de déplacement de la présidente, non supportés par sa collectivité.

La baisse du niveau de charges a permis d'épargner 23 000,00 € sur cet exercice, portant le solde du livret à 23 0001,09 €.

2/ Budget prévisionnel 2016

Recrutement d'une nouvelle chargée de missions : Marion AUBERT.

Ainsi, les dépenses engagées en masse salariale (salaire et charges) seront à nouveau importantes pour le prochain exercice. À cela s'ajouteront la location d'un espace de co-working à Paris, la location d'un ordinateur et le paiement d'un forfait de téléphonie mobile.

Au regard des réalités économiques de l'association actuellement, et dans l'attente d'éventuelles indemnités à verser dans le litige qui oppose l'ANDEV à l'ancienne secrétaire générale, il est plus que jamais nécessaire que la future salariée soit en recherche active de financement externes et/ou de mécénats pour permettre un emploi pérennisé pour les années à venir.

L'adhésion ne sera pas augmentée cette année.

Le rapport financier présenté par le trésorier est adopté à l'unanimité par les membres de l'assemblée générale.

III. Présentation du projet associatif présenté par Paul MONNOYER

Le projet associatif exprime les ambitions de l'association, Il est le résultat d'une réflexion collective sur ce que souhaitent réaliser les adhérents de l'association et sur la manière dont ils veulent le faire.

Le projet associatif répond à 3 questions :

Qui sommes-nous ?

Vers quoi voulons-nous aller ?

Comment voulons-nous y aller ?

IV. Election des membres du Conseil d'Administration

Anne Sophie BENOIT rappelle les pouvoirs qui ont été reçus par le CA avant de procéder au vote du nouveau CA

Nouveau Conseil d'Administration :

Paul MONNOYER (Brest), Rozenn MERRIEN (Saint Denis), Bernard MAILLARD (Eragny), Janine BOUVAT (La Ciotat), Nicolas DEBUCQUET (Chollet), Marie-José TORRERO (Guyancourt), Thierry VASSE (Caen), Arnaud CHIOMENTO (Feyzin), Daphné PELLISSERO-BOGO (Villeurbanne), Laure-Hélène BARSACQ (Buc), Alain BOCQUET et Chantal BLANDEL.

V. Nouvelle composition de la Commission Permanente

Anne Sophie BENOIT présente la nouvelle composition de la Commission permanente :

Nicolas AURY (Nantes), Laure-Hélène BARSACQ (Buc), Sylvain BENAIN (Tours), Anne-Sophie BENOIT (Dunkerque), Martine BEZZINA (CG 92), Chantal BLANDEL (Marignane), Alain BOCQUET, Stéphanie BOUTIER (Guyancourt), Janine BOUVAT (La Ciotat), Jérôme CAYOT (Poitiers), Pierre CHARTIER (Pau), Arnaud CHIOMENTO (Feyzin), Marie-Agnès CHOPIN (Saint-Herblain), Laurent DAUTY (Mondeville), Nicolas DEBUCQUET (Cholet), Marie-Christine DELAUNAY FELIX (Nantes), Marcel FORTUNE (Bègles), Régis GIUNTA (Strasbourg), Carole GUYET (Bagnols sur Cèze), Nolwenn LECUYER (Brest), Thierry LEOUFFRE (Nîmes), Catherine LE POIZAT, Jean Michel MACAULT (Angers), Bernard MAILLARD (Eragny-sur-Oise), Marie Claire MERCIER (La Roche-sur-Yon), Rozenn MERRIEN (Jouy-le-Moutier), Bernard MEYRAND, Paul MONNOYER (Brest), Nicolas OBRECHT-DOREAU (Châlons en Champagne), Francis OUDOT (Aix-en-Provence), Daphné PELISSERO-BOGO (Villeurbanne), Marie-Christine PORTET SALOMON (Perpignan), Rémi PRIEUR (La Roche sur YON), Jan SLIWA (Argenteuil),

Marie-José TORRERO (Guyancourt), Aurélie TOUTAIN-GUIVARCH (La Celle Saint-Cloud), Thierry VASSE (Caen).

Anne Sophie BENOIT conclut l'Assemblée générale en soulignant qu'elle a le sentiment d'avoir accompli son devoir et participé à l'évolution de cette association qui grandit. Anne-Sophie BENOIT remercie chaleureusement tous les membres de l'ANDEV pour la confiance qu'ils lui ont accordée durant ces 6 années de présidence et souligne la grande fierté de les avoir représentés, elle lève la séance, l'assemblée générale s'achève à 15h40.

VI. CONSEIL D'ADMINISTRATION DU JEUDI 3 DECEMBRE 2015

Les membres du conseil d'administration de l'association « ANDEV » (307 adhérents) élus lors de l'assemblée nationale du 3 décembre ont procédé à l'élection du Bureau National le 3 décembre à 15h40.

Etaient présents :

Laure-Hélène BARSACQ (Buc) - Chantal BLANDEL (Marignane) - Alain BOCQUET - Janine BOUVAT (La Ciotat) - Arnaud CHIOMENTO (Feyzin) - Bernard MAILLARD (Eragny-sur-Oise) - Rozenn MERRIEN (Saint Denis) - Paul MONNOYER (Brest) - Daphné PELISSERO-BOGO (Villeurbanne) - Thierry VASSE (Caen), Marie-José TORRERO (Guyancourt)

Le Conseil d'Administration a élu à l'unanimité les membres du bureau

Paul MONNOYER : Président

Janine BOUVAT, Bernard MAILLARD, Rozenn MERRIEN : Vice-présidents

Arnaud CHIOMENTO : Trésorier

Daphné BOGO-PELISSERO : Trésorière adjointe

Nicolas DEBUCQUET : Secrétaire

Marie-José TORRERO : Secrétaire adjointe

Thierry VASSE : 2^{ème} secrétaire adjoint

Laure Hélène BARSACQ est associée au bureau national, sa mission consiste à rechercher des financements pour l'association

Chantal BLANDEL, Alain BOCQUET : administrateurs

Le Conseil d'Administration donne pouvoir aux membres du bureau national pour traiter toutes les affaires administratives, judiciaires ou financières relatives à la gestion de l'association, sous réserve de validation par celui-ci.

Le Conseil d'Administration clôt la séance à 15h50.

NB : Le rapport d'activités, Le rapport financier, le document « vers un projet associatif de l'ANDEV » sont disponibles sur le site de l'ANDEV

Par Paul Monnoyer

Président de l'ANDEV

Mission Projet Educatif Local Brest

REFORME DES TEMPS EDUCATIFS

Rencontre Nationale des PEL à BREST

« Le PEDT, outils d'une dynamique au service d'une ambition citoyenne et démocratique pour l'éducation sur les territoires », était le titre des 6èmes rencontres Nationales des PEL qui se sont tenues à Brest en Novembre 2015, organisées en partenariat avec l'ANDEV et le RFVE, le soutien de l'Ifé et de l'Injep.¹

450 acteurs éducatifs issus du monde de l'éducation populaire, des collectivités territoriales, des institutions de l'Etat ont confronté leur point de vue dans un contexte marqué, deux ans après la promulgation de la loi de refondation de l'école, par la mise en place de près de 20 000 Projets Educatifs de Territoire.

La reconnaissance des Projets Educatifs par le législateur légitimant plus de 20 ans de démarches actives pour en faire admettre la pertinence dans les territoires de la république met-elle fin à la mobilisation du monde éducatif, clôture-t-elle cette question, invite-t-elle à débroussailler d'autres nouveaux champs d'actions ?

On aurait pu le penser, mais les apports théoriques sur Education et démocratie, l'accent mis sur la question des inégalités autour des travaux du CNESE sur la mixité sociale, et les débats sur la gouvernance montrent toute l'actualité de parler du Projet Educatif.

Questions sur les contenus, postures sur l'effet d'aubaine des PEDT, tentation de réduire le PEDT au seul temps périscolaire dégagé par la réforme des rythmes, enjeux d'évaluation et de formation des acteurs, mais aussi poursuite de la réflexion avec l'idée de Projets Locaux d'Education portés fortement par la société civile, mobilisée dans sa dimension éducatrice

La préparation de ces rencontres a été assurée au sein d'un comité national d'orientation réunissant l'ensemble des acteurs institutionnels, dont l'ANDEV. La présence notable et assidue des services de l'Etat (Education nationale, Ministère de la famille et de la jeunesse, CAF) a constitué un élément remarquable, conduisant à faire de cette structure un lieu institutionnel quasi-permanent de traitement des enjeux des Projets Educatifs.

Bien sûr, la co-organisation d'un tel événement par les FRANCAS et la Ville de Brest, porte bien la marque de ces deux acteurs, et, notamment, tant dans l'organisation concrète des débats, que l'implication d'acteurs au sein des ateliers. L'ANDEV pourrait apporter une plus-value plus forte, à la mesure de la mobilisation de ses membres, notamment du réseau Grand Ouest.

Quelle suite à donner, en vue des prochaines rencontres, fixées cette fois – ci en Mars 2017 : un format de 2 jours substitué à l'actuelle organisation en trois jours ? Une attention portée à la nécessaire « alliance » des acteurs institutionnels publics et associatifs ? Un accent mis sur la question des inégalités ? Ou encore sur la formation du citoyen avec la question sensible de la laïcité ?

Le CNO s'est déjà mis au travail prévoyant deux séances en avril et en juin 2016, avec la participation active de l'ANDEV, et, nous l'espérons, celle du POLOC.

Par Bernard Meyrand

Membre de la Commission Permanente de l'ANDEV

1. www.francasbzh.fr/index.php/le-rencontres-nationales-des-pel-de-brest

Volet éducatif des contrats de ville, le PRE et les nouvelles dynamiques locales : contrats de ville et PEDT

<http://www.cget.gouv.fr/seminaire-volet-educatif-contrats-de-ville>

L'intervention de l'Andev lors des journées du CGET du 24 octobre 2015, rassemblant les délégués du Préfet à partir d'une réflexion sur les PRE, a été l'occasion de s'interroger sur l'évolution des politiques éducatives dites de discrimination positive - nous leur préférons le terme anglo-saxon francisé « d'actions positives » - leur pertinence leur impact, et leur transfert sur des territoires plus globaux, à l'échelle d'une ville ou d'une intercommunalité. Ces politiques sont impactées par la réforme de la politique de la ville engagée en 2012 et la refonte de l'éducation prioritaire. L'analyse de ces politiques sur les dix dernières années met en lumière un enjeu fondamental des politiques publiques. Comment trouver un équilibre entre deux mouvements opposés : d'un côté des dynamiques descendantes, mais globales, portées par les collectivités publiques et en premier lieu l'Etat, et de l'autre des politiques montantes définies à partir des habitants, et si possible avec eux, mais qui doivent faire du « commun » ? Cette problématique centrale de la politique de la ville puisqu'elle pose la question de la participation des habitants est un enjeu sur l'ensemble du territoire, au-delà de la géographie prioritaire. Ces dynamiques sont encore trop souvent descendantes. Si elles sont facilement identifiées entre l'Etat et les collectivités locales - le PEDT nous semble en être le dernier avatar - elles se retrouvent aussi à l'échelle locale.

Plusieurs questions nous sont posées...

Quels sont aujourd'hui les enjeux d'une politique éducative d'action positive sur les territoires, au-delà la simple question des PRE ? Confrontés à des difficultés exacerbées, les quartiers d'habitat social sont-ils encore des lieux d'innovation éducative permettant d'expérimenter des politiques publiques nouvelles qui pourraient être élargies à l'ensemble d'un territoire ? Quelle gouvernance éducative instituer pour mieux articuler politiques de droit commun et politiques de renforcement ou de rattrapage des inégalités territoriales ? Comment construire une véritable gouvernance partagée entre les territoires, l'Etat ? Quelle place donner aux acteurs et notamment aux parents dans cette gouvernance ?

Ces questions sont d'autant plus importantes que nous sommes à une période charnière entre réductions budgétaires, crise de modèle et de sens.

Du quartier à l'échelle intercommunale...

La géographie prioritaire est resserrée sur 1300 quartiers contre 2300 avant 2014. Les quartiers, essentiellement d'habitat social, concentrent des difficultés particulières (logement, emploi, santé, sécurité, éducation...). Les politiques de la ville à travers des contractualisations ont tenté depuis 30 ans de réduire les inégalités territoriales ou du moins de les contenir dans une « tension » entre le bâti et l'intervention sociale. Porteurs de difficultés visibles parce que concentrées, ces micros territoires sont aussi les révélateurs de difficultés posées à l'échelle de la ville, mais moins apparentes puisque diluées. Ainsi, les politiques de renouvellement urbain semblent avoir réduit certaines zones de pauvreté, mais les habitants déplacés n'ont pas toujours trouvé les services qui accompagnaient les difficultés sociales dans les quartiers et ont perdu les solidarités qui les atténuaient.

Mais ces quartiers ne concentrent pas seulement des « faiblesses », ils ont aussi des forces que l'on ne retrouve pas toujours à une échelle plus globale, par exemple « le vivre ensemble », l'entraide, les dynamiques associatives. Comment faire pour transférer ces forces à une échelle plus globale ?

Les volets éducatifs des contrats de ville

Le volet éducatif des contrats de ville a constitué un élément essentiel dans « l'économie » des contractualisations. Cela se traduisait notamment par des enveloppes financières importantes fléchées sur des actions éducatives collectives. Très centrées sur l'Education Populaire, la culture, la santé, elles étaient initiées par des équipes projets inter-institutionnelles (villes-educ nat-CAF...).

Les dispositifs de la politique de la ville n'ont pas vocation à perdurer, ils se sont pourtant bien souvent substitués au droit commun.

Les PRE : une approche personnalisée réintégrée au volet « éducation » du contrat de ville, depuis l'instruction du 28 novembre 2014

Créés par les lois Borloo à partir de 2005 sur des quartiers en politique de la ville, et certains territoires en éducation prioritaire, ils ont donné lieu à de nombreuses critiques lors de leur lancement. Liés à la question de l'égalité des chances, ils sous-tendaient une conception libérale et des logiques méritocratiques. Ils pouvaient faire porter implici-

tement aux familles et à leur précarité sociale la responsabilité de l'échec des enfants.

Les PRE sont des pièces maîtresses du volet éducation des contrats de ville. L'instruction de 2014 précise opportunément qu'ils en constituent le volet personnalisé (approche « individuelle »). Ils n'épuisent cependant pas les enjeux liés à l'éducation des enfants. Centrés indirectement sur la scolarisation, ils excluent par exemple la question de la petite enfance (ils n'interviennent pas pour les enfants de moins de 2 ans).

Ils ont cependant favorisé de fortes dynamiques inter-partenariales et impulsé une « révolution » - même si certains la contestent - dans l'approche de l'action publique éducative. Ils ont contribué à changer de paradigme en se centrant sur la réussite des enfants et non plus sur leurs difficultés scolaires, éducatives, dans lesquelles ils étaient souvent enfermés. Ce faisant, ils ont amené les acteurs à se centrer sur les ressources des enfants et des familles. Ils ont ouvert le champ de l'éducation aux acteurs du travail social et de la santé (même si des liens existaient à travers certains dispositifs comme les ateliers santé ville). Ils ont proposé une articulation entre une approche partant de l'enfant et non du groupe, alors même que les politiques publiques étaient centrées sur des actions collectives. Ils ont abordé la question de la réussite dans une approche pragmatique globale renvoyant à la question de la co-éducation et notamment à la place des parents.

Des équipes pluridisciplinaires se sont constituées pour analyser des situations et proposer des parcours personnalisés aux enfants et aux familles. Le dispositif a permis de réinterroger la place de ceux-ci. Ainsi, ont été développées des expérimentations sur l'implication des familles en grande pauvreté, par exemple sur le quartier de Maurepas à Rennes, avec l'animation d'espace parents dans les écoles. L'Impact du dispositif dans les parcours de vie reste cependant difficile à évaluer.

Si la crainte de contrôle social liée au contexte de mise en place des PRE s'est progressivement estompée, le portage juridique du dispositif - CCAS (57%), Caisses des Ecoles (36%)² ou GIP dissociés des communes ou des intercommunalité - reste un frein. Il a complexifié la mise en place des projets au détriment des actions. L'articulation au droit commun était parfois difficile notamment le lien entre PRE et les PPRE (parcours personnalisés développés par l'Education Nationale). L'intégration dans les politiques locales des problématiques liées aux situations évoquées en équipe

pluridisciplinaire est restée limitée. Enfin on peut s'interroger sur la pertinence de flécher autant de moyens financiers sur des actions individualisées, alors même qu'il était de plus en plus difficile de financer les actions collectives et de pérenniser les structures qui les portaient.

La réforme des rythmes éducatifs une réforme éloignée des enjeux de la politique de la ville ?

La mise en place des PEDT a été l'occasion de remobiliser les acteurs, parents, enseignants, associations locales. L'école s'est trouvée fortement sollicitée sur une continuité éducative... Elle questionne les places entre les acteurs par exemple sur la question de la pédagogie. La réforme des rythmes éducatifs a-t-elle eu un impact spécifique sur les quartiers d'habitat social ? Cette question mériterait une étude particulière... elle a été totalement éludée lors de la journée du CGET. Pour autant, sur les territoires ayant une culture de mobilisation inter-partenariale, le PEDT ne semble pas avoir constitué une véritable révolution dans la démarche. Son impact semble avoir été plus fort en milieu rural. Il a cependant permis de remobiliser parents et enseignants (souvent contre la réforme). Il a suscité une réflexion plus profonde sur les rythmes de l'enfant, à une autre échelle que ce que les CEL avaient initiés dans les années 2000. Il a amorcé une continuité plus forte entre les temps scolaires et périscolaires. Il a renforcé les pratiques culturelles et sportives déjà développées sur les territoires prioritaires, prolongements de dispositifs plus anciens (ARVEJ... CATE, CEL). Sur certains territoires, les PEDT ont cependant difficilement dépassé des revendications catégorielles des enseignants. La méthode centrée sur les horaires et non sur le projet expliquerait pour une part cet écueil. Surtout, il nous semble que le pilotage du dispositif marque un tournant. L'Etat ou la CAF ne se positionnent pas dans un réel co-pilotage comme c'était le cas dans les contractualisations de la politique de la ville, laissant souvent les Communes seules à la manœuvre. Le PEDT réinterroge pourtant certaines actions proposées sur les territoires prioritaires. Ainsi sur la question du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité ou de l'Accompagnement Educatif. Comment les articuler aux Temps d'Activités Périscolaires (TAP) institués dans le cadre de la réforme ? Peut-on positionner ces dispositifs sur le temps des TAP ? Avec quels contenus ? Comment impliquer les parents ?

Quels seraient les enjeux d'une approche éducative liée à la politique de la ville, articulée à une politique plus globale ?

La journée du CGET posait la question de l'évolution du PRE sur les territoires prioritaires. Il nous semble que la question doit être posée à une

2. Données rapport annuel de suivi PRE 2015 CGET

échelle plus globale : la question de l'évolution des PRE ne peut être dissociée de leur intégration dans le droit commun. Seuls 9 % des PRE prennent en compte la dimension intercommunale ³.

On voit bien la plus-value de la possibilité de mobiliser une équipe pluridisciplinaire au-delà des quartiers d'habitat social. Il faut donc pouvoir pérenniser l'ingénierie des PRE (leur coordination) et mieux l'intégrer dans les actions de droit commun. Ainsi certains territoires ont rattaché les équipes PRE aux services éducation (34%) ³. Cela suppose aussi de mettre fin aux portages juridiques complexes. Des expérimentations de portage par intercom sont en cours pour faire évoluer la loi.

L'implication des familles semble une évidence incontournable. Les PRE nous l'avons dit ont apporté de nouveaux modes de mobilisation et de participation. Ils ont développé une nouvelle éthique en travaillant avec les familles dans une distance intermédiaire entre le travail social et l'animation. Les professionnels des quartiers d'habitat social savent que l'on ne peut pas « faire sans elles », la question de l'interculturalité par exemple posée très fortement sur les territoires prioritaires a mis en lumière cette nécessité... mais est-ce partagé à une échelle plus globale ? Et surtout comment le mettre en œuvre ? Les expériences issues des quartiers d'habitat social pourraient être mobilisées (à l'exemple du projet national « en associant leurs familles tous les enfants peuvent réussir » prolongé par « 1001 territoires »).

Il faut repenser le lien entre la réalité de ce que vivent les familles (le PRE en apporte ici une vision très fine), les projets collectifs et la politique de développement du territoire. En d'autres termes, comment mieux réinterroger les dispositifs et les politiques à partir de situations particulières, sous la réserve de ne pas réduire les enjeux collectifs à la somme de situations individuelles ($1+1=3$) ?

Cela suppose un « contenant » institutionnel : un projet de territoire intégré... sans doute faut-il militer pour des PEL-G Sociaux de territoire. Des PEG intégrés dans une contractualisation plus large puisque seule une approche « complexe » intégrant les enjeux d'insertion économique, de prévention... permettra de faire face aux défis soulevés.

Au-delà des PRE et des dispositifs, c'est aussi à une culture de territoire de « transversalité » qu'il faut s'attacher. Cela implique une acculturation favorisée par des formations initiales et continues communes (cf. ESPE-CNFPT?...) et inter-catégorielles, mais aussi de développer des démarches d'analyse des pratiques partagées. La difficulté étant de créer des espaces communs d'échanges médiés entre les acteurs de terrain. Pour faire vivre ces dynamiques, des équipes

de coordination communes (MOUS, REP, CAF...) ont montré leur efficacité. Il faut développer une culture d'expérimentation, de capitalisation et d'essaimage. En ce sens, les démarches d'action recherche formation qui dépassent les territoires sont des outils de transformation profondes puisqu'ils permettent de produire une connaissance commune à partir d'expériences partagées. A l'heure de la nécessité de repenser nos concepts pour faire face à une réalité complexe, cela semble indispensable.

Le CGET publie deux évaluations a priori contradictoires des programmes de réussite éducative (PRE). La première, réalisée par des chercheurs de l'Institut des politiques publiques, constate «une absence d'effet des parcours PRE sur la situation des enfants». La seconde, menée par le cabinet «Trajectoires», conclut que «le programme de réussite éducative est une condition indispensable à la réussite scolaire. A partir de ces deux travaux d'évaluation, le CGET ouvre des pistes à approfondir «pour faire évoluer significativement et rapidement le programme de réussite éducative». www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/cget_preconisations_pre.pdf

Conclusion

Les politiques éducatives de la ville semblent avoir eu peu d'incidence sur la réduction des inégalités. Au regard des moyens dont elles disposent, peut-être ont-elles déjà contribué à contenir ces écarts.

Sur le champ éducatif, la transformation doit aujourd'hui se faire dans l'école, c'est le travail que les PEDT ont amorcé, bien plus que les PRE n'avaient pu le faire puisqu'ils externalisaient la difficulté scolaire en dehors de la classe...

Seule l'institution d'une gouvernance articulant les différentes échelles du territoire pourra éviter de ghettoïser les réponses. C'est peut-être là aujourd'hui l'enjeu principal : réinventer des projets éducatifs et sociaux de territoire intégrés dans un projet de territoire réunissant plusieurs partenaires institutionnels... à égalité.

A lire : France portrait social édition 2014 dossier politique de la ville en France métropolitaine, une nouvelle géographie prioritaire/Enquête annuelle de suivi PRE CGET octobre 2015/ Evaluation des PEDT enjeux et problématiques Yves Fournel Poloc IFE/ENS Lyon/Réussite éducative, réussite scolaire Note veille IFE, février 2014

Par Laurent Dauty

Membre de la commission permanente de l'ANDEV

Directeur Education, Enfance, Jeunesse,

Ville de Mondeville (14)

3. Cf. CGET précité

Nantes : une évaluation partagée et concertée de la mise en œuvre de la réforme des rythmes

Dans la continuité d'une politique éducative locale qui s'inscrit dans une dynamique partenariale entre les acteurs éducatifs, la refondation de l'école et plus spécifiquement la mise en œuvre de la réforme des rythmes dans les 114 écoles, ne saurait se construire à Nantes, sans un suivi et une évaluation partagée, y compris du point de vue du bien-être de l'enfant.

C'est pourquoi dès la mise en place de la réforme des rythmes scolaires en septembre 2013, la Ville de Nantes a déployé un dispositif de concertation avec tous les acteurs concernés, qui s'est poursuivi jusqu'au printemps 2014 pour prendre en compte les préconisations et ajustements nécessaires dès la rentrée 2014.

Un comité de suivi avec les parties prenantes garant de la démarche :

Composé d'une grande diversité d'acteurs de la communauté éducative, sous la présidence de l'adjointe à l'éducation, Mme Johanna Rolland (actuelle Maire de Nantes), il a réuni des fédérations, associations et collectifs de parents d'élèves; l'éducation nationale par la direction académique, l'union des délégués départementaux de l'éducation nationale, association d'enseignants nantais; associations du périscolaire et du loisirs; collectif des mouvements d'éducation populaire; associations familiales; associations sportives et culturelles.

Un tiers expert est associé. Il s'agit d'Agnès Florin, professeure émérite de psychologie de l'enfant et de l'éducation à l'Université de Nantes et a pour rôle de formuler un avis sur la méthode et les analyses lors des débats du comité de suivi et à l'issue des travaux.

Le mandat de ce comité est clairement défini : l'évaluation porte sur le champ de l'action de la Ville. Elle vise à faire un diagnostic partagé, à objectiver des points faibles et des points forts de la mise en œuvre de la réforme et à faire des propositions d'amélioration.

Le comité est associé à toutes les étapes clefs de l'évaluation et la démarche s'appuie sur les principes éthiques exigés par la déontologie de toute évaluation : distanciation, transparence, respect des personnes.

Le cadre retenu est de commencer la classe au plus tôt à 8h45; avoir une pause méridienne d'au moins 2 h, voir 2 h 15 si possible, une fin de classe au plus tôt à 16 h 00 et une fin de classe le mercredi au plus tôt à 12 h 10. Comme cela sera présenté plus loin 12 écoles ont expérimenté un regroupement d'une partie des nouveaux temps périscolaires sur une seule plage horaire de 1 h 30. A ce jour ce sont 14 écoles qui ont rejoint cette organisation spécifique.

➤ Un diagnostic partagé

Ce diagnostic partagé ne visait pas à réinterroger le cadre de mise en œuvre de la réforme mais portait sur le champ d'intervention de la ville de Nantes, notamment l'organisation des activités périscolaires et leur cohérence avec le temps scolaire,

C'est pourquoi la ville de Nantes et le comité d'évaluation ont décidé d'étudier plus particulièrement 4 grandes thématiques: l'impact de la réforme des rythmes scolaires sur les enfants de maternelle, la qualité de l'accueil périscolaire, la mixité et l'accessibilité de l'offre, les expérimentations et leur plus-value.

*

* *

Une méthodologie d'évaluation pour recueillir le point de vue des parties prenantes :

➤ Les parents :

Le premier acteur éducatif auprès de l'enfant est le parent, et si la réforme vise à réduire les inégalités pour respecter le rythme de l'enfant, il était important de questionner l'impact sur les organisations familiales, l'attente des parents sur le périscolaire, et un zoom sur la maternelle, pour dégager des pistes d'amélioration. Confiée à un prestataire externe TMO/Région, c'est une enquête représentative auprès de 2 300 familles qui ont laissé leur courriel lors de la 1ère enquête pour être à nouveau interrogées puis 900 familles ont répondu sur 105 écoles. Cette enquête a été complétée de deux tables rondes qualitatives auprès des parents des élèves de maternelle et élémentaires.

➤ Les enfants :

L'opportunité d'accueillir une doctorante du CREN (Centre de Recherche de l'Éducation de Nantes) Camille Chevalier, dans le cadre d'un contrat CIFRE au sein du service de la réussite éducative, a permis d'intégrer le point de vue de l'enfant, premier concerné par cette réforme. C'est une particularité innovante dans une démarche d'évaluation. Cela s'inscrit dans une volonté affirmée de placer l'enfant au cœur de la réforme d'une part, mais aussi de renforcer le lien entre recherche universitaire et les pratiques de terrain, qui permet de vérifier la légitimité respective des principes scientifiques et théoriques à l'aune des indicateurs d'évaluation concernant le bien être de l'enfant.

Concrètement c'est un questionnaire qui a pu être passé auprès de 150 enfants de CM1-CM2 dans 12 écoles portant sur l'environnement, les activités, l'encadrement, la qualité des relations, le bien-être ressenti. C'est également la mise en place, par l'association Nantes Action Périscolaire, d'une animation adaptée à l'expression de 165 enfants de moyenne et grande section de 8 écoles maternelles qui a permis de recueillir leur point de vue à partir de la question suivante : « Si tu avais une baguette magique, qu'est-ce que tu ferais à l'accueil périscolaire? »

➤ Les écoles :

à partir d'un état des lieux de chacune des 114 écoles publiques; du recueil d'avis des parents élus (54), direction et équipes enseignantes (75), des responsables des 5 secteurs de vie éducative qui sont l'organisation territorialisée de la direction de l'éducation et de Nantes Action Périscolaire pour l'ensemble des écoles; et d'une mise en débat au sein des conseils d'école.

Confié à la mission Évaluation sous la direction de Francine Fenet, avec l'appui des directions de la ville impliquées, dont le service d'accueil scolaire et périscolaire sous la direction de Maryse Bayeux, le diagnostic relatif au temps périscolaire questionne la fréquentation, l'encadrement, les horaires, l'information des parents, les locaux, les activités proposées et les transitions le mercredi midi.

Le recueil d'avis porte sur les points forts, les points faibles, les pistes d'amélioration.

➤ Les 12 écoles expérimentant le regroupement du temps périscolaire :

Confié également à la mission Évaluation de la Ville de Nantes, la mise en place et le bilan a été partagé avec l'ensemble des parties prenantes sur les 12 expérimentations, ce qui a représenté plus de 200 participants au total d'une part et l'orga-

nisation d'un séminaire commun aux expérimentations a pu mobiliser une cinquantaine de participants (parents, enseignants, ATSEM, direction de l'éducation, Nantes Action Périscolaire) a permis d'identifier les points forts, les points faibles, les conditions de réussite, et la transférabilité à d'autres écoles volontaires.

*

* *

Avant de présenter les résultats il est important de souligner que cette méthodologie s'inscrit parfaitement dans la volonté politique de faire de l'Éducation un enjeu partagé entre tous les acteurs éducatifs.

C'est ainsi que dans le même temps, un travail de co-écriture d'une charte nantaise de la réussite éducative a été conduit, piloté par la conseillère municipale en charge de la réussite éducative, Myriam Nael, (devenue depuis ce dernier mandat, adjointe élue à l'Éducation, la réussite éducative et la politique de la ville) et au sein de la direction de l'Éducation, par le service de la réussite éducative pour définir ensemble les principes et valeurs de la réussite éducative.

Rédigée avec la collaboration de 212 contributeurs représentant parents, enfants, associations et institutions la charte, validée officiellement en février 2014, est le texte fondateur pour l'ensemble des projets éducatifs nantais. Elle est aujourd'hui le préambule du projet éducatif « Bien grandir à Nantes » dont la déclinaison territoriale sur les 11 quartiers nantais est en cours de réalisation, Cette articulation entre l'évaluation et ce qui est devenu le projet éducatif du territoire nantais est volontaire car c'est bien parce qu'il pré existait une dynamique partenariale forte entre les acteurs éducatifs, qui s'est renforcée par la mobilisation de toute la communauté éducative pour s'approprié ensemble et localement la refondation de l'école, que la place de l'enfant au cœur du projet est une réalité partagée avec les enfants et jeunes eux-mêmes.

*

* *

Les résultats :

L'ensemble des résultats de ces travaux d'évaluation a été présenté et débattu avec le comité d'évaluation en mai 2014. La présentation qui suit fait aussi état des conclusions qui ont pu être prises en compte dans les enjeux du projet éducatif de territoire « Bien grandir à Nantes », élaboré comme indiqué ci-avant avec l'ensemble des parties prenantes en plaçant l'enfant au cœur du projet.

➤ A partir de l'enquête «familles»

- Le périscolaire répond principalement à des familles ayant des contraintes d'organisation ce qui conduit la majorité des familles à déclarer que la réforme a eu peu d'impact, même si 14% des parents ont dû aménager leurs horaires de travail particulièrement pour ce qui concerne le mercredi après-midi,

- Le recours à l'accueil du soir n'a pas évolué pour 60% des enfants, ce qui revient à ce que les enfants aient un temps d'accueil périscolaire plus long, mais reste le même temps dans l'école. Cela suppose que les projets périscolaires, travaillés avec les équipes pédagogiques, d'animation, les parents et les ressources associatives sportives et culturelles du territoire répondent aux besoins des enfants prenant en compte cet allongement du temps périscolaire par des activités plus structurées et qualifiées,

- Selon les parents, 69% des enfants apprécient (assez ou beaucoup) l'accueil périscolaire du soir. C'est un élément qui a aussi permis de confirmer le travail conduit depuis plusieurs années de mieux prendre en compte les besoins des enfants sur ces temps en cohérence avec les temps et projet scolaires.

- La compétence des intervenants est soulignée. Ce point a été également rassurant dans un contexte médiatique où les cultures professionnelles étaient souvent mises en concurrence éducative, ce qui n'a pas été suivi par les parents à Nantes, reconnaissant des compétences qui répondent aux attentes sur ce temps qui n'est pas celui de l'enseignement.

- des pratiques de loisirs peu modifiées: 60 % des enfants sont chez eux, 15 % fréquentent un centre de loisirs (le manque de place n'est évoqué que pour 3 % des enfants)

- 65 % des enfants pratiquent au moins une activité extra-scolaire, comme avant la mise en place de la réforme

Les pistes d'amélioration concernent:

- l'information des parents sur ce qui se passe sur ces temps périscolaires, ce qui a donné lieu à des outils de communication par école par voie d'affichage et le développement à terme de ces informations par voie numérique dans un enjeu plus global du développement numérique pour une éducation ouverte, mais aussi par le renforcement des outils de communication existants en direction des familles.

- Les parents ont largement exprimé le souhait d'être mieux informés et associés au projet d'école. Ils pointent la nécessité d'ajuster les temps de transition et montrent une certaine inquiétude quant au rythme et à la fatigue des enfants.

- l'aide aux devoirs, qui doit se travailler avec

l'éducation nationale et devrait aujourd'hui s'inscrire dans une même démarche participative pour mieux identifier les attentes et les besoins sur cette question dans un enjeu de réduction des inégalités et de prévention des risques de ruptures scolaires.

- l'aménagement des locaux, ce qui a permis de signer une charte d'utilisation des locaux avec l'éducation nationale et se poursuit aujourd'hui par un même travail partenarial autour de l'utilisation des locaux sur le temps du loisir le mercredi après-midi.

- La mise en cohérence des temps et une meilleure adaptation des activités aux tranches d'âge sont également souhaitées.

C'est ce qui est affirmé comme engagement de cohérence et continuité éducative dans le projet éducatif «Bien grandir à Nantes» dont la déclinaison territoriale en cours devra permettre des réponses adaptées à chaque école.

➤ A partir de l'enquête «enfants»

- En maternelle ou en élémentaire les enfants se disent très satisfaits du temps périscolaire.

- 60 à 70% apprécient les activités proposées, l'encadrement, la disponibilité de l'animateur, la relation avec les pairs, l'articulation des différents temps, l'environnement.

- entre 9 et 11 ans, ils plébiscitent l'informatic, les jeux collectifs et d'extérieur, les activités créatives

Les plus jeunes expriment le besoin de jeux d'imitation et de temps libre soit pour être au calme, soit pour jouer avec leurs pairs «comme à la maison».

les pistes d'amélioration concernent:

- la prise en compte du rythme de l'enfant,

- la nécessaire diversification des activités,

- davantage de temps de détente

- un environnement moins bruyant avec une attention particulière pour les écoles situées en éducation prioritaire ce qui est travaillé avec les animateurs et intervenants périscolaires dans les propositions d'activités favorisant le retour au calme et la détente, même si comme on le verra plus loin il n'a pas été vérifié d'écart entre les écoles, qu'elles soient dans des quartiers prioritaires ou non lors des diagnostics par école.

➤ Ce qui ressort du diagnostic par école

si le rythme des enfants est celui qui rassemble le plus de points critiques, les remarques sont majoritairement positives sur 2 thèmes : la compétence des professionnels, l'effet sur les apprentissages.

Les réponses issues des écoles maternelles sont plus critiques sur le rythme des enfants, pour lesquels une plus grande fatigue est évoquée, une

demande de prise en compte particulière pour les plus jeunes sur la période transitoire de 16h-16h30, et la transition du mercredi midi entre la fin de l'école et le centre de loisirs.

Pour l'ensemble des écoles le bénéfice pour les apprentissages est questionné allant pour quelques-uns jusqu'à la demande du retrait de la réforme.

Il n'y a pas de différence notable entre les écoles en éducation prioritaire et les autres.

Les animations, les locaux, les horaires, la coordination, l'information aux familles font l'objet de suggestions

➤ Concernant les écoles expérimentales

Ces écoles se caractérisent par un fort engagement des acteurs, une volonté d'avancer collectivement sur un projet commun. Pour autant la gestion de l'articulation des temps et l'organisation au quotidien posent la question de la répartition des tâches entre tous les acteurs.

- La coordination est nécessaire avec des temps de bilan, de mise en commun de partage. C'est ce qui a conduit à la mise en place de référents périscolaires par Nantes Action Périscolaire et un renforcement du partenariat avec les secteurs de vie éducative qui pilotent les projets périscolaires.

- Les enfants semblent très satisfaits des activités périscolaires, même si le lien avec l'extrascolaire doit être consolidé.

- L'information aux familles doit être améliorée.

Pour les maternelles, les exigences d'activités ont parfois pris le pas sur la question du rythme ce qui nous conduit à travailler en partenariat avec les équipes pédagogiques et les ressources de la petite enfance sur les besoins des enfants de maternelle à partager avec les parents pour une meilleure prise en compte du bien-être du jeune enfant.

*

* *

Conclusion provisoire :

Le travail d'évaluation achevé, des perspectives ont été tracées et plusieurs décisions ont été mises en œuvre dès la rentrée 2014 :

- formalisation des projets périscolaires pilotés par les secteurs de vie éducative
- coordination des activités périscolaires confiée à NAP
- poursuite de la formation des acteurs et mobilisation des autres directions municipales (sports, bibliothèques en particulier)
- harmonisation des horaires du mercredi matin, notamment entre maternelle et élémentaires-maintien de la gratuité de l'accueil du mercredi

midi (pendant 30 minutes), et tous les après-midi jusqu'à 16 h 30

- élaboration d'une charte d'usage des locaux
- amélioration de l'information aux familles
- possibilité d'expérimentation sur la base de projets volontaristes

Les réflexions partagées avec l'ensemble des acteurs de la communauté éducative dans la continuité de l'évaluation se poursuivent autour :

- des horaires différenciés en maternelle
- un approfondissement du diagnostic dans les écoles en site prioritaire
- l'aide au travail personnel

Ces espaces d'échanges et de travail créés par la démarche d'évaluation de la réforme des rythmes scolaires, pilotés et animés par la ville de Nantes avec toutes les parties prenantes qui se sont également mobilisées pour l'écriture d'une charte nantaise de la réussite éducative, se poursuivent aujourd'hui dans une démarche de dialogue citoyen pour faire du projet éducatif «Bien grandir à Nantes» une réalité dans la mise en œuvre des valeurs et enjeux partagés visant l'épanouissement de l'enfant et du jeune, son autonomie, son développement personnel, parmi ses pairs et avec les adultes, dans un environnement favorable à sa réussite dans une volonté affirmée de réduire les inégalités.

Par Marie-Christine Delaunay-Félix

Membre de la commission permanente de l'ANDEV

Directrice du service de la réussite éducative

au sein de la direction de l'Éducation
de la Ville de Nantes

Évaluation : le temps périscolaire doit être évalué par sa capacité à favoriser le bien-être avant de nouveaux savoir-faire.

Après deux années d'intervention pour le compte du CNFPT auprès d'agents des temps scolaires (ATSEM) et périscolaires (coordinateurs, directeurs, animateurs ALAE) dans le cadre de la réforme des nouveaux rythmes scolaires, j'ai l'élan de partager le constat suivant :

J'ai observé dans l'ensemble de belles personnes préoccupées du bien-être des enfants. Leurs échanges ont été très souvent pleins de bon sens. Même si beaucoup d'entre elles souffrent du manque de reconnaissance et sont pleines de ressentiment, l'enfant est au cœur de leur motivation.

Relatant l'absence de lien avec la hiérarchie, même la plus directe (réfèrent de terrain), la méconnaissance des cadres éducatifs au service desquels elles exercent leur mission, l'absence de valorisation sincère (elles sentent une reconnaissance intéressée), elles relèvent à l'unanimité une incohérence pertinente : le paradoxe entre le constat de la fatigue des enfants et la pression dont elles sont l'objet pour la mise en place d'activités structurées dans un temps record où le besoin de détente de l'enfant est oublié.

Elles ont la capacité de diagnostiquer ce qui est juste de proposer aux enfants en accord avec leurs besoins. Elles ont compris par leur expérimentation que les besoins de l'enfant pour être satisfaits prioritairement nécessitent de l'attention avant la réalisation. A quel moment des temps d'écoute pour eux et pour elles ?

Qu'est-ce qu'animer si ce n'est donner vie ?!

Comment permettre à l'enfant de vivre une complémentarité éducative épanouissante si tout lui est dicté souvent à la hâte sans pause, sans temps de réelles détentes ? Comment peut-il être disponible pour de nouvelles activités certes ludiques mais où, encore une fois, la performance supplante l'épanouissement ?

Comment des adultes aux rythmes de travail effrénés pour les uns, mutualisés pour les autres peuvent être attentifs aux enfants et percevoir ce qui leur serait le plus adapté ?

A travers leurs différents exposés de l'organisation des temps périscolaires, il semble qu'elles y soient rarement associées.

Même si cette étape plus que sensée demande un temps préalable difficile à aménager, l'organiser est sans doute possible. Des communes l'ont fait.

Je pense qu'il est souhaitable d'accéder à leurs revendications qui font davantage appel à l'organisation des temps (temps de préparation, temps de repos réels) et à la bonne volonté de différents partenaires plutôt qu'à des moyens matériels.

Certes, la pression parentale et l'observation de l'Education Nationale - pas toujours constructives - bloquent leur créativité, leur inventivité.-

Qu'est-ce que la créativité ?

La reproduction de savoir-faire dans une dimension de performance ou bien favoriser les potentialités qui ne peuvent émerger que dans un cadre bienveillant et coopérant ?

Dans chaque groupe avec qui j'ai pu échanger, j'ai été étonnée de leur bonne volonté à faire au mieux pour les enfants, malgré leur difficulté (fatigue, le manque de temps, l'isolement, l'absence de valorisation....).

Rares sont celles qui mettent en avant le manque de moyens matériels.

Une demie-heure de temps réel de repos journalier pour les ATSEM consentis et organisés avec l'EN,

Un espace d'écoute avec échange de pratiques animé par les référents de terrain formés à cet effet, sont les propositions qu'elles avancent pour mieux vivre la réforme des nouveaux rythmes scolaires.

Pour ma part, je ne peux m'empêcher de penser que le respect du rythme de l'enfant est important sur le temps scolaire mais il l'est tout autant sur les autres temps : attention à ne pas tomber dans les mêmes travers.

Le temps périscolaire, non sanctionné par une évaluation méthodique, doit néanmoins être évalué par sa capacité à favoriser le bien-être avant de nouveaux savoir-faire.

Par Caroline Guyet (Novembre 2015)

Coordinatrice ALSH

Membre de la commission permanente de l'ANDEV

Pôle Enfance Jeunesse Loisirs

Communauté d'agglomération du Gard-Rhodanien

École publique avec pédagogie différenciée : l'expérience des Amanins

Interview d'Isabelle Peloux fondatrice et directrice de l'école Colibri

Pourquoi cette interview ?

Depuis quelques années je m'intéresse aux pédagogies dites « alternatives ». Tout a commencé à la scolarité de mes enfants, il y a 20 ans. L'accueil en maternelle classique de ces derniers m'a questionnée sur la place de l'enfant par rapport aux apprentissages et la place du parent par rapport à l'école.

Après trois années de scolarisation dans une école publique maternelle baptisée « Maria Montessori », (elle n'en avait que le nom), l'opportunité d'inscrire nos deux enfants dans une école Calendreta* s'est présentée à nous Parents.

En dépit d'une organisation compliquée eu égard aux trajets domicile-école, nous nous sommes engagés dans cette aventure et aujourd'hui avec le recul, je suis heureuse d'avoir fait ce choix pour nos enfants. Grâce aux découvertes des neurosciences, plus consciente aujourd'hui de la plus-value qu'offre un enseignement respectueux de l'enfant dans son rythme et sa singularité, j'ai souhaité connaître la pédagogie de coopération dont j'avais eu échos à travers le réseau des Colibris.

En tant que professionnelle et membre de l'AN-DEV, aller à la rencontre d'Isabelle Peloux, sa fondatrice, pour en découvrir les outils était une évidence pour moi eu égard aux enfants que nous accueillons dans les ALSH : mon questionnement étant comment transposer ces outils de coopération sur des temps périscolaires et de loisirs où les besoins et les rythmes de l'enfant intéressent tout autant les éducateurs du secteur animation.

Pourquoi l'école des Colibris ?

Isabelle Peloux qui enseignait déjà depuis 20 ans, formatrice, chercheuse dans le cadre d'un parcours en psychologie autour de la relation enseignant/enseigné, inspirée par les neurosciences s'est posée la question suivante :

Quelle planète laisserons-nous à nos enfants et quels enfants laisserons-nous à la planète ?

Lors de la création par Michel Valentin et Pierre Rabhi du centre agro écologique des Amanins situé à Roche sur Grâne (Drôme), Isabelle Peloux, com-

pagne de Michel Valentin, s'est associée à ce projet et créa l'école du Colibri en 2006.

Cette école accueillit dès la première année vingt enfants. Aujourd'hui, elle compte 37 élèves dont 5 en difficultés.

Qu'est-ce que la pédagogie de coopération ?

Isabelle Peloux s'est intéressée à différentes pédagogies dont Freinet, Decroly, Oury, Montessori et Steiner. Elle reconnaît le caractère vivant que propose la pédagogie Freinet de laquelle elle se sent proche. Elle souligne que la pédagogie institutionnelle était enseignée à l'IUFM en 2000, mais constate que de nombreux enseignants se refusent à la mettre en pratique pour deux raisons, qui sont selon elle :

- La gestion du groupe difficile à maîtriser,
- la difficulté des enfants à échanger leurs stratégies mentales.

Sur ce deuxième point, elle s'inspire de la gestion mentale : la stratégie mentale est composée de trois phases : la perception de l'information, l'évocation et la reformulation par l'enfant. Cet échange entre les enfants facilite l'explication et l'intégration des apprentissages.

Cette méthode permet d'apprendre à apprendre : concrètement cette gestion mentale repose sur les questions suivantes posées à l'enfant :

- Quelle est ta demande ?
- Qu'est-ce que tu as fait dans ta tête pour apporter la réponse ?

Cette mise en situation de recherche est accompagnée par l'enseignant pour les CP et CE1 : il les aide à formuler leur stratégie mentale. Pour les CE2, CM1 ET CM2 celle-ci est gérée en autonomie par les élèves au sein d'un groupe de trois enfants. Cette méthode connaît une limite pour les enfants en manque d'estime d'eux-mêmes : le mimétisme peut être une tentation pour ceux qui ne font pas confiance en leur gestion mentale. L'enseignant est alors vigilant pour éviter cette dérive.

Des outils sont par ailleurs mis en place pour vivre la coopération et mieux gérer le groupe :

- **L'atelier philo :** espace d'écoute et de paroles très ouvert. Tous les lundis matin, à partir de la citation d'un philosophe les enfants sont amenés

à exprimer leur pensée, dépourvue de jugement : chaque pensée est accueillie par le groupe sans jugement.

- **Le vivre ensemble** : apprentissage de la démocratie et de la vie citoyenne : gestion des conflits guidée par l'enseignant et apprentissage de la « sociocratie » (élection sans candidat, décision en consensus, on est pour si aucune objection est formulée).

- **Education à la paix** : Être en paix avec Soi, avec les autres et avec son environnement.

Quelques exemples d'outils mis en place pour être en paix avec :

- Soi : boîte à Souci : (écrire l'émotion du moment pour s'en libérer), coin du beau : espace approprié par les enfants qui le décorent eux-mêmes par différents apports : objets, éléments de la nature ... car le beau cela fait du bien. Et aussi , coloriage Mandala, exercice de respiration, responsabilisation des émotions

- Les autres : jeux coopératifs, apprentissage de la médiation entre pairs

- Son environnement : jardin pédagogique, une école au coeur d'une ferme, une école hors les murs.

La place des parents :

Comment être co-éducateurs des mêmes enfants : l'enfant est différent dans sa relation intime avec le parent et dans sa relation au collectif. Le partage des observations entre l'enseignant et le parent est encouragé au sein de l'école pour mieux accompagner l'enfant dans ses apprentissages et dans son savoir être.

Quelle évolution possible pour cette pédagogie :

Fondée sur le principe du vivant, elle s'enrichit constamment de l'expérience de chacun et de l'observation par tous.

Elle est transposable dans les écoles classiques :

Elle est accessible grâce à des ouvrages, des formations et un DVD (voir le site les amanins).

Par Caroline Guyet

Coordnatrice ALSH à la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien,

Membre de la commission permanente de l'ANDEV et formatrice pour le CNFPT.

et Marie-Jo Torrero

Responsable des affaires scolaires de la ville de Guyancourt (78)

Membre du bureau national de l'ANDEV

*est une école associative, bilingue, laïque et gratuite, qui enseigne l'occitan par l'immersion dans la langue et développe une démarche pédagogique inspirée de la méthode Freinet et de la pédagogie institutionnelle

Alerte au bruit dans nos cantines

Le temps de restauration est parfois considéré par certaines équipes communales comme le pire des moments de la journée de travail. Au-delà d'un rythme de travail qui s'accélère pour le «coup de feu», c'est le bruit qui est souvent incriminé.

En partenariat avec son délégataire, la ville de GRASSE (Alpes-Maritimes) a métamorphosé son service de restauration dans ses écoles élémentaires.

L'objectif fondamental est de rendre plus agréable le temps de repas à la cantine, et pour nos jeunes convives afin qu'ils aient un réel temps de détente avant de reprendre les temps d'enseignement et pour nos agents communaux.

Le dispositif : un self «différent» qui constitue un pas vers l'autonomie et respecte davantage le rythme de l'enfant

Une table réfrigérée (table froide) et un bain-marie sur étuve (table chaude) sont présents dans le réfectoire, contrairement à un self «en ligne» traditionnel. Des meubles de débarrassage complètent le dispositif.

Ces matériels prennent de la place. Toutefois, **la capacité d'accueil est accrue**. La rotation continue des enfants permet d'augmenter la capacité d'accueil de nos restaurants malgré une réduction du nombre d'assises du fait de l'espace pris par les tables chaudes et froides.

3 enfants déjeuneront à la même place dans un temps moindre que celui nécessaire à deux services servis à table.

L'enfant prend son plateau et l'ensemble de ce qui lui est nécessaire pour son déjeuner (verre, couverts, serviette, pain) ainsi que les composantes froides qui sont à disposition sur une table réfrigérée (entrée et dessert).

En toute autonomie, il va s'asseoir et débute son repas. Il mange l'entrée. Ensuite, il se lève pour rejoindre la table chaude où un agent communal lui sert son plat chaud.

Il mange donc chaud (contrairement au self traditionnel).

L'enfant mange à son rythme, sans l'attente liée au service à table, puis rejoint la cour pour un temps de récréation supplémentaire.

Idee : Les premières semaines, les CP peuvent être accompagnés par des plus grands pour découvrir le fonctionnement.

La chasse au gaspillage : un pas supplémentaire vers une attitude citoyenne

En fin de repas, l'enfant se rend à la table de débarrassage à laquelle il vide, éventuellement, le reste de son assiette. C'est lui qui jette, ce qui l'amène à prendre conscience du gaspillage. Ces tables de débarrassage peuvent proposer plusieurs orifices pour permettre un tri sélectif.

Une action supplémentaire pour sensibiliser à la démarche Agenda 21.

Un fonctionnement moins bruyant dans un cadre rénové

La suppression des temps d'attente imposés par un service traditionnel de cantine à table limite les temps pendant lesquels les enfants, inoccupés, bavardent, s'agitent...

Au-delà de l'esthétique, l'acoustique est prise en compte pour la rénovation des réfectoires : sol souple et faux-plafonds mais aussi, tables avec revêtement «anti-bruit», claustras.

La vaisselle (assiettes et verres en copolyester ou mélamine) participe aussi à un bruit moindre car les matériaux sont moins sonores aux chocs. Et tout cela, coloré bien entendu!

Davantage de personnel affecté à la surveillance des enfants et une action contre les troubles musculo-squelettiques des agents municipaux

Au-delà d'une économie de temps et de charge manipulée pour la mise en place des services et le débarrassage, un nombre d'agents moindre pour servir à table permet de redéployer une partie du personnel vers la surveillance de la cour qui accueille du reste davantage d'enfants.

Le personnel municipal est valorisé par la démarche d'accompagnement de l'enfant. En effet, il est clair qu'au cours de repas servis à table, le personnel effectue, au-delà du service, un rôle de gendarme car le rythme minuté se doit d'être cadencé.

D'autre part, le poids de la vaisselle est divisé quasiment par trois grâce à des matériaux à la fois moins lourds et plus résistants. Certes, l'investissement est plus onéreux mais la casse donc le renouvellement sont moindres et quelle charge en moins à manipuler pour la plonge et le rangement ! La santé de nos agents (dont la moyenne est parfois élevée) n'a pas de prix !

Pour aller plus loin dans la prévention des risques liés à l'activité physique, l'objectif est désormais

de travailler à des achats de chaises plus légères et non moins résistantes. Pour ce faire, la ville travaille avec son délégataire afin que les chaises proposées soient constituées d'un matériau de synthèse plus léger que le bois et plus résistant que le plastique. Bien entendu, il s'agit déjà de chaises dont on pose l'assise sur le plateau de la table afin de ne les relever qu'un minimum et permettre le nettoyage du sol du réfectoire.

Des restaurants scolaires plus agréables

L'enfant est beaucoup plus libre et apprécie davantage ce moment important de la journée.

Une petite enquête auprès des enfants d'une école qui est passée à ce concept a montré que les enfants trouvaient la nourriture bien meilleure qu'avant (alors que les menus sont identiques !)

Idée : financement

Pas toujours simple d'obtenir des budgets conséquents et de manière récurrente ! Aussi, afin de pouvoir disposer des budgets nécessaires, nous avons inclus contractuellement dans le coût du repas, 12 centimes pour constituer la cagnotte nécessaire.

Les réfectoires de 5 écoles ont déjà été réalisés (2006-2007-2009-2012-2014), ceux des 6 autres écoles le seront d'ici la fin 2021 (terme du contrat de notre délégation de service public) grâce un plan pluriannuel d'investissement.

Par Laurent PASCAL

Chef de service de la Vie Scolaire
de la mairie de Grasse (06)

Membre de l'ANDEV

RÉFORME DES COLLÈGES ?

Depuis l'annonce de la réforme du collège, un déferlement continu d'informations, parfois contradictoires, et de prises de positions catégorielles ou politiques très tranchées rend le sujet peu lisible...

Dans ce tourbillon médiatique qui au final apporte peu de réponses, même les plus initiés au fonctionnement de l'Education Nationale éprouvent combien il est difficile de se faire sa propre opinion sur cette réforme.

Bien entendu, le sujet est sensible, car il engage des changements qui s'inscrivent dans l'histoire complexe des réformes du système éducatif Français. Ainsi, comme nous l'avons connu récemment pour la réforme des rythmes éducatifs, les polémiques, controverses et positionnements très contrastés voient le jour, entraînant de fortes tensions, déclarations dramatisantes et divisions internes (Syndicats, associations de parents d'élèves...) et révélant leur lot de unes dans les médias locaux et nationaux « Doutes, rumeurs, incompréhensions », « Intox », « Désinformation »...

Face à cette nouvelle crise éruptive à toute annonce de réforme du système éducatif, quelle analyse distanciée proposer ?

La solution consiste certainement à aller à la source afin de décrypter, en toute indépendance d'esprit, les tenants et les aboutissants de la réforme du collège.

Dès lors que l'on examine les textes du décret et de l'arrêté publiés au journal officiel du 20 mai 2015, en plein débat sur la réforme du collège, on comprend qu'ils mettent en œuvre une partie des orientations de la loi de refondation de l'école. De ces textes, peu denses, il est aisé de dégager quelques idées principales et d'approcher la question en toute objectivité. Alors que le décret commence par identifier l'objet de cette réforme du collège - modifier le travail qui est fait au quotidien par les élèves et les professeurs dans les collèges - les éléments suivants précisent que les changements concerneront à la fois le contenu et l'organisation des enseignements dispensés, mais aussi les approches pédagogiques. La réforme du collège ouvre donc un triple chantier : les programmes, l'organisation humaine et les méthodes de travail.

En vigueur depuis 1975, le collège unique prévoit que tous les élèves doivent recevoir la même formation secondaire. Il a maintes fois été rénové (1984 : loi Savary, 1989 : loi Jospin, 1993 : loi Bayrou...)

, mais ces modifications à la marge n'ont pas suffi à redonner une énergie à un collège souvent dit « en panne ».

Effectivement, le rapport de la concertation « Refondons l'Ecole de la République » remis le 9 octobre 2014 au Président François Hollande était on ne peut plus clair, « le collège doit être réformé ! Pour gérer l'hétérogénéité scolaire, le collège unique, devenu au cours des années largement une fiction, doit assumer la continuité avec l'école primaire. Il faut en finir avec la multiplication des systèmes optionnels et la ségrégation croissante entre collèges afin de construire une réelle mixité scolaire, bénéfique pour la réussite de tous ».

L'intention louable est donc d'en finir avec le renforcement des inégalités sociales et d'enrayer le nombre de décrocheurs ou d'élèves sortis sans qualification du système éducatif.

Alors que l'histoire montre qu'il est davantage construit comme « un petit lycée », le collège marque une rupture importante avec l'école primaire et **les défis à relever sont effectivement nombreux** :

- permettre l'acquisition par tous les élèves des compétences du socle commun,
- rendre plus fluide la transition entre le primaire et le secondaire, aujourd'hui préjudiciable à de nombreux élèves,
- aider les élèves à construire un parcours d'orientation tout au long du collège pour permettre une orientation choisie,
- faire du collège un véritable lieu de vie pour les élèves, respectueux de leurs rythmes et de leurs besoins

... En réponse à ces défis, le projet de réforme propose :

- la mise en place de **nouvelles pratiques pédagogiques**, et en particulier la pédagogie de projet
- **le développement de l'interdisciplinarité** (avec les enseignements pratiques interdisciplinaires EPI)
- la **généralisation de l'accompagnement personnalisé pour tous** et un volume **d'heures complémentaires pour développer les groupes à effectifs réduits**

le **renforcement de l'enseignement des langues** (LV2 pour tous en 5^e et augmentation du volume horaire) ;

les **rythmes mieux adaptés aux élèves** (90 minutes de pause méridienne et des journées ne dépassant pas 6h pour les élèves de 6^e)

L'autonomie croissante pour les établissements pour définir et organiser une part des enseignements selon les besoins des élèves, et avec l'ensemble de la communauté éducative.

Même si un certain nombre d'équipes du second degré n'ont pas attendu cette réforme pour déjà travailler dans ce sens, on peut considérer qu'il s'agit là d'avancées réelles tant dans l'équité face aux enseignements que dans les approches pédagogiques innovantes que cette réforme propose de mettre en place. Il est à noter que c'est pour ces raisons qu'une grande majorité des membres du Conseil Supérieur de l'Education y ont été favorables.

Globalement, ce projet semble devoir être considéré avec intérêt :

- Parce qu'il attribue des **horaires dédiés à la pédagogie personnalisée**

- Parce qu'il cherche à **articuler formation théorique et activités concrètes** pour mettre les élèves en projet, les rendre acteurs (question du sens)

- Parce qu'il invite à entrer dans une **réelle démarche éducative pluriprofessionnelle**, au-delà de la simple formation morale et civique

- Parce qu'il entend développer **l'autonomie des établissements** (20% de la dotation Horaire, selon les modalités fixées par les équipes)

- Parce qu'il réactive **une dynamique de travail en équipes élargies** (déjà à l'œuvre à ce stade de préparation de la prochaine rentrée)

- Parce qu'il assure enfin une **réelle continuité école/collège** et travaille les ruptures comme cela a été initié avec réussite au sein du premier degré (Petite enfance /maternelle et GS/CP)

Quel impact pour les collectivités locales, services communaux ?

Alors que l'enjeu de cette dynamique globale dépasse les intérêts individuels et corporatistes, la mise en œuvre de cette réforme soulève également des questions fortes pour nos collectivités territoriales.

Si le renforcement de la liaison Ecole/Collège apparaît fort pertinent, dans le cadre du nouveau cycle 3 (CM1 / CM2 / 6^e) quel sera à terme le rôle de la commune ?

Quels impacts sur les relations avec le collège, avec le Conseil Départemental ? Quels impacts sur les financements de projets transversaux ? Quels impacts sur la définition des priorités éducatives du territoire ? Quels impacts sur l'organisation des transports, l'achat de matériels numériques, mise en œuvre des ENT ... ?

Les collectivités locales seront-elles sollicitées pour l'accompagnement des EPI ? Une reconnaissance de l'offre culturelle Ville dans le cadre du

parcours artistique et culturel de l'enfant (qui est désormais valorisé dans le nouveau Brevet) sera-t-elle souhaitée et mise en œuvre ?

Les IEN, partenaires incontournables des directeurs éducation-enfance-jeunesse, seront-ils toujours suffisamment disponibles pour travailler aux régulations nécessaires concernant le premier degré, alors même qu'ils sont déjà très sollicités pour accompagner la mise en œuvre de la liaison école / collège ?

Autant de questions qui n'ont pas encore trouvé réponse et qui nous obligent à rester en éveil quant aux développements à venir... Les expériences des uns et des autres dans le domaine seront certainement à partager !

Par Thierry Vasse

Directeur Général Adjoint Education Enfance Jeunesse

Ville d'Orvault(44)

Membre du bureau national de l'ANDEV

LE CIMENT DU CHANGEMENT REPOSE SUR CES COMPOSANTES : aptes à s'écouter et ainsi à se lier.

Urgence est le mot de plus en plus employé ces derniers temps face au climat actuel, qu'il s'agisse de la météo ou de l'ambiance générale de la société. Certes, le contexte nécessite d'agir mais je ne peux m'empêcher de penser à l'adage « vite et bien fait ne vont pas ensemble ». Il me semble qu'aujourd'hui, nous sommes de plus en plus nombreux à vouloir agir en contribuant à nous sortir du magma dans lequel nous avons, souvent, le sentiment de nous enliser. Face à l'ampleur de la tâche, la question est : comment ?

Dans le monde de l'éducation, la refondation de l'école répond à la nécessité du changement face à l'augmentation de l'échec scolaire des enfants et des jeunes, souvent, en mésestime d'eux-mêmes. Je pense également aux différents adultes référents fragilisés par des réformes incessantes et par la pression sociale où la course à la réussite matérielle supprime l'épanouissement personnel. Chacun valide la nécessité d'une évolution favorable au bien-être, voire au bien vivre et, cependant, nombreux résistent à l'amorce d'une transformation des pratiques comportementales, éducatives et professionnelles.

Ma proximité avec les techniciens de terrain dans mon milieu professionnel, mes interventions dans le cadre du CNFPT auprès du public ATSEM, animateurs, coordonnateurs, ma présence à des formations CNFPT destinées à des responsables des services éducation et mon adhésion à des réseaux de réflexion et d'actions passionnés d'éducation me montrent que l'envie de contribuer au changement est réel. Des actes sont posés et participent de cette volonté.

Grandes et moyennes Communes urbaines et Communes rurales sont engagées dans le changement : les PEDT fleurissent, certains de manière naturelle s'appuyant sur un partenariat préexistant animé par des coordonnateur-médiateur formés, d'autres de manière contrainte et forcée, ce qui ne garantit pas leur pérennité.

La hâte produit des projets par défaut où les besoins de l'enfant sont timidement considérés.

Très vite la tentation est de penser ou d'exprimer que cette réforme est nulle, qu'il est temps de revenir en arrière, que son échec vient des enseignants attachés à leur confort, que la vie des parents contribue à la fatigue des enfants ...et que... et que.

A quand la fin des querelles de clochers qui alimentent les fausses représentations sur qui est qui, qui pense quoi, qui fait quoi... ? Querelles sclérosantes et contre-productives ! Les projets fonctionnent là où les acteurs éducatifs se reconnaissent dans leur complémentarité et expérimentent l'intelligence collective produisant des fruits rapidement. Ils échangent et s'entendent sur les besoins de l'enfant au cœur de leurs préoccupations. Les réformes, les projets, les expérimentations peuvent être proposés. Sans le préalable incontournable de l'adhésion quasi-unanime des acteurs, ils sont avortés.

La solution : la réelle connaissance et reconnaissance des acteurs entre eux : qui sont-ils, y compris dans leur parcours ? Quels sont leurs objectifs, les moyens dont ils disposent (compétence, qualification, ressource, potentiel...), leur capacité à interagir, à co-construire..... à mettre en œuvre l'intelligence collective ?

Comment parvenir à cette solution ?

La première phase est sans aucun doute la mise place de temps d'échanges et d'écoute réguliers faisant office de formation continue autour de thématiques relatives à l'enfant et aux jeunes... L'accompagnement par un professionnel de l'écoute est indispensable.

Qui parmi les acteurs éducatifs sont sensibilisés aux compétences psychosociales ? En quoi l'enfant, le jeune est observé, considéré avant de lui faire faire ?

La régularité et la qualité de l'animation des échanges et celle de l'écoute sont le gage de leur efficacité. Elles écarteront les représentations, les jugements et les croyances limitantes qui contrarient, retardent les coopérations possibles et souhaitables.

Le second temps sera la programmation d'un temps de co construction où l'exercice de la coopération permettra l'émergence de projets collectifs aux fondations solides.

Le ciment du changement repose sur ces composantes : aptes à s'écouter et ainsi à se lier.

Par Caroline Guyet (Novembre 2015)

Coordinatrice ALSH

Pôle Enfance Jeunesse Loisirs

Communauté d'agglomération du Gard-Rhodanien

DEUXIÈME RENCONTRE AVEC LE DÉFENSEUR DES DROITS DES ENFANTS

Compte rendu de la réunion de l'Observatoire sur l'accès des enfants handicapés aux activités périscolaires auprès du défenseur des Droits

Cette réunion s'est tenue le 24 novembre 2015, présidée par le Défenseur des droits, Jacques Toubon, encadré de divers conseillers Expert handicap, Pôle Défense des enfants et accès aux droits et discrimination.

Etaient représentés : L'Assemblée des Départements de France (ADF), l'Association des maires de France (AMF), France Urbaine, la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) : Jean-Michel Lamiaux, la Direction Générale de la cohésion sociale (DGCS), le Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (DGESCO et affaires juridiques de l'enseignement scolaire) la Mission sénatoriale « Rythmes scolaires ». L'Association des Maires Ruraux de France (AMRF) et l'Association des Maires d'Ile-de-France (AMIF) font aussi partie de cette commission mais n'ont pu être représentés lors de ce rendez-vous.

Dans un premier temps, un point sur les actions réalisées depuis la dernière réunion du 17 juin 2015 est fait ⁴.

Une réunion de travail s'est tenue, le 19 août 2015, entre **le Défenseur des droits, la CNSA et la DGESCO**. L'objectif de cette rencontre était d'échanger sur les suites concrètes pouvant être apportées, dès la rentrée scolaire, par la CNSA et le MEN en réponse aux conclusions de la réunion organisée par le Défenseur le 17 juin. Trois pistes ont été évoquées :

- Communication de la CNSA auprès du réseau des MDPH afin que l'évaluation du besoin d'accompagnement des enfants handicapés sur le temps périscolaire puisse être réalisée dans le cadre du projet personnalisé de scolarisation (PPS). Cette évaluation prendrait la forme d'une préconisation, à laquelle les familles pourraient se référer pour objectiver le besoin ou non d'accompagnement, dans l'attente d'une clarification du cadre juridique sur l'opposabilité de la décision de la CDAPH ;

- Constitution d'un groupe de travail réunissant les acteurs concernés afin de clarifier le cadre juridique relatif à la compétence des MDPH en matière de périscolaire (il semble d'après la CNSA, qu'il y

ait une réelle demande de clarification de la part des MDPH elles-mêmes) ;

- Envoi d'une note, par le ministère de l'Education nationale, aux inspections d'académie afin de leur rappeler le cadre légal de mise à disposition des AESH auprès des communes sur les temps périscolaires.

- Comme elle s'y était engagée, **la CNSA** a communiqué à trois reprises auprès du réseau des MDPH :

- Via l'Info Réseau MDPH du 21 août 2015 (bimensuel à destination des directeurs de MDPH) ;

- Dans le cadre de la rencontre nationale des correspondants de scolarisation organisée par la CNSA les 1^{er} et 2 octobre (colloque biennuel réunissant les membres des équipes pluridisciplinaires des MDPH en charge des questions de scolarisation) ;

- Lors de la journée d'information du 15 octobre 2015, coorganisée par la DGESCO, la DGCS et la CNSA, et destinée aux cadres de l'Education nationale, des ARS et aux directeurs des MDPH.

Cette information a été globalement bien reçue (selon la CNSA). Ont néanmoins été soulignées les limites qualitatives de cette évaluation non cadrées par les textes, qui implique en outre une charge de travail supplémentaire pour les MDPH.

Le défenseur des Droits a insisté pour, qu'au-delà de l'évaluation des besoins d'accompagnement par l'équipe pluridisciplinaire et des préconisations dans le cadre du PPS, le cadre juridique soit modifié de manière à rendre la décision de la CDAPH opposable.

De son côté, **le Ministère de l'Education nationale** a adressé une note aux services académiques leur demandant :

- de faciliter l'emploi des accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) par les collectivités, lorsque la mise en accessibilité des activités périscolaires déclarées nécessite une présence humaine renforcée (aide individuelle), tout en invitant les maires à développer les réponses dans le cadre de l'accessibilité ;

- d'inciter les familles à saisir la MDPH pour une évaluation des besoins d'accompagnement sur les temps périscolaires puis à informer les communes des préconisations figurant aux PPS.

Le 18 novembre, des représentants du Défenseur

4. Cf. compte-rendu de Chantal Blandel in revue La communale N°55

des droits ont rencontré des représentants du cabinet de la **Ministre de l'Éducation nationale** pour faire le point sur les difficultés rencontrées lors de la rentrée scolaire. Le MEN s'est dit favorable à l'évaluation, par les MDPH, des besoins réels de l'enfant en matière d'accompagnement sur les temps périscolaire. Parallèlement, le MEN considère qu'il convient de favoriser la mise en accessibilité des accueils périscolaires, notamment par une formation des personnels, et d'expliquer aux familles que l'intérêt de l'enfant n'est pas nécessairement lié à la présence d'un accompagnant individuel.

Pour l'ADF, il est nécessaire que les MDPH prennent en considération le besoin d'accompagnement des enfants handicapés dans le périscolaire, position soutenue et relayée par l'ANDEV. La mise en œuvre d'une expérimentation dans quelques MDPH pourrait être un moyen d'identifier les éventuelles difficultés soulevées de manière à prévoir les ajustements nécessaires dans la perspective d'une réforme du cadre juridique.

La CNAF indique que, par le biais du Fonds « publics et territoire », 4,5 million d'euros ont été dépensés en 2014 (soit 1,4 fois plus qu'en 2013) et ont permis d'accueillir 4000 enfants handicapés. Selon une enquête réalisée par la CNAF : 16% des communes ont reçu des demandes d'inscription d'enfants handicapés aux activités périscolaires et 54% d'entre elles y ont répondu par des aménagements de locaux ou des actions de formation du personnel. Un bilan quantitatif du soutien financier apporté dans le cadre du dispositif « Fonds publics et territoires – axe handicap » est en cours de réalisation au niveau de la CNAF et sera disponible fin 2015.

Il est précisé que la CNAF et l'AMF ont publié, le 6 novembre 2015, les résultats d'une enquête sur les nouveaux temps périscolaires qu'elles ont menée auprès de 23 000 communes au printemps 2015 (41% des communes interrogées ont répondu à l'enquête, soit environ 9400 communes). L'enquête rapporte que 92% des communes auraient rencontré des difficultés pour mettre en œuvre les nouveaux rythmes scolaires. Les difficultés en matière de locaux, de recrutement et de qualification des personnels d'animation sont largement citées. Les dépenses de personnel représentent les trois quarts du coût de ces activités pour les communes.

L'AMF mentionne la constitution d'un Observatoire du handicap dans le département des Hauts-de-Seine (92). Il a pour objectif d'avoir une vision globale du parcours des enfants handicapés au sein du département. C'est un outil permettant d'identifier les ruptures actuelles du parcours et d'y remédier en renforçant dans un premier temps les dispositifs existants, et en proposant de nou-

velles solutions. La première rencontre de l'Observatoire du handicap a eu lieu le 17 novembre 2015, en présence d'un représentant du Défenseur des droits. A l'ordre du jour : la question du périscolaire et la présentation du réseau de Référents Loisirs Handicap 92 (voir point II).

Une **mission sur les rythmes scolaires** a été confiée, par le Premier ministre, à la Sénatrice Françoise Cartron. Cette mission a, notamment, pour objet de proposer un dispositif d'identification et de diffusion des bonnes pratiques en matière d'articulation des temps scolaires et périscolaires susceptibles d'être proposées aux petites communes et communes rurales, s'agissant notamment du recrutement et de la qualification des animateurs. Les conclusions de la mission sont attendues pour le 31 mars 2016.

En seconde partie, il est abordé les difficultés et les bonnes pratiques identifiées. Concernant les difficultés rencontrées, les associations de personnes handicapées ont fait remonter le constat suivant lors de la dernière rentrée scolaire :

Des transports non adaptés aux temps périscolaires : le système des transports scolaires ne permet pas de tenir compte des horaires décalés liés aux activités périscolaires : taxis qui viennent chercher les enfants avant la fin des activités ; horaires de transport calés sur les horaires des activités correspondant au choix du plus grand nombre ; absence de transport pour le retour au domicile obligeant les parents à se rendre disponibles pour assurer eux-mêmes le transport (au détriment de leur activité professionnelle). Ce sujet est inscrit à l'ordre du jour d'une rencontre entre l'ADF et le Défenseur des droits.

Pour la qualité d'accueil périscolaire il est soulevé une absence de formation des personnels des accueils périscolaires au handicap ; un partage d'information lacunaire entre Education nationale et les communes en charge du périscolaire sur les besoins de l'enfant ; encadrement insuffisant, voire, complètement absent, notamment lorsque le besoin d'accompagnement individuel est nécessaire (les associations insistent sur la nécessité d'une évaluation du besoin d'accompagnement de l'enfant et d'une décision opposable rendant obligatoire le financement) ;

La facturation des activités pour les enfants en ULIS : lorsque l'enfant est scolarisé en ULIS hors de sa commune de résidence (par manque ou absence de place d'ULIS dans son établissement de référence), les parents peuvent être considérés par la commune accueillante pour l'application du barème des tarifs périscolaires (notamment pause méridienne) comme relevant du tarif « extérieur » à la commune (majorant ainsi le coût du périscolaire pour les enfants handicapés) =>

Cette problématique devrait pouvoir se régler par voie de protocole entre les communes.

L'accès aux activités périscolaires des enfants handicapés scolarisés en Unité d'Enseignement (UE) localisées dans des écoles :

L'UE étant adossée à un ESMS, certaines communes prendraient prétexte que les élèves qui y sont accueillis ne bénéficient pas d'une inscription active sur la liste des élèves de l'école pour ne pas déléguer les crédits nécessaires à leur accueil en périscolaire => Selon le MEN interrogé sur cette problématique, cette question ne devrait pas poser de difficultés et devrait rentrer dans le cadre des conventions passées entre les communes et les ESMS.

L'AMF souligne les difficultés récurrentes liées à l'absence de communication et de collaboration entre l'Education nationale et les communes quant aux besoins des enfants handicapés. Les communes ne sont pas invitées à participer à l'évaluation des besoins et ne disposent d'aucune information sur le PPS alors qu'elles sont en charge d'accompagner les enfants handicapés sur les temps périscolaires. Elles se trouvent mises au pied du mur, sans avoir la possibilité d'anticiper les aménagements nécessaires à l'accueil des enfants handicapés. Cette problématique est aussi relevée et communiquée au défenseur des droits par l'ANDEV.

Selon les représentants du MEN, il est légalement impossible aux MDPH de communiquer à la commune les informations contenues dans le PPS. Ces informations ne peuvent être transmises que par la famille. Pour le Défenseur des droits, cette situation plaide pour une décision opposable, portée à la connaissance de la collectivité chargée de la mettre en œuvre, soit prévue par les textes.

Par ailleurs, l'AMF mentionne la réticence des personnels municipaux à accueillir un enfant handicapé dans le cadre d'une activité périscolaire. Cette réticence est nourrie par la crainte de mal faire et de voir ainsi leur responsabilité engagée. Elle renvoie à la nécessité de mettre en place des formations à destination des personnels concernés.

Le MEN constate que le financement de l'accompagnement humain sur le temps périscolaire reste un problème majeur. Un recours, actuellement porté devant les juridictions administratives, pose la question de la prise en charge des accompagnants sur les temps périscolaires (Education nationale ou collectivités ?). Une décision du Conseil d'Etat est nécessaire pour clarifier ce sujet.

Huit villes (Angers, Lyon, Strasbourg, Rouen, Versailles, Perpignan, Amiens et Caen) ont répondu à la concertation sur les mesures de simplification

des formalités préalables dans les secteurs scolaire, extra et périscolaire et petite enfance de la CNIL, relayée par France Urbaine. Leurs réponses pointent vers des difficultés récurrentes, notamment liées :

au financement des accompagnants, notamment quand le déploiement des nouveaux rythmes scolaires en a renforcé la demande ;

aux difficultés de communication entre l'Education nationale et les collectivités, notamment par des prises de décision unilatérale de l'Etat non discutées en amont, qui créent une difficulté dans la prise en charge financière, ou par la non prise en compte des personnels municipaux dans les réunions de travail dédiées aux enfants accueillis dans le scolaire (mais aussi dans le périscolaire !) ;

aux financements apportés par les CAF qui, s'ils sont bienvenus, gagneraient à être orientés non plus seulement vers l'investissement dans les infrastructures mais aussi vers le fonctionnement ;

au déséquilibre entre les efforts fournis par la collectivité par rapport à ceux fournis par l'Etat : des exemples existent d'AVS positionnées uniquement sur le temps scolaire alors que la Ville a affecté un personnel ATSEM dans chaque ULIS pendant les temps périscolaires.

A la proposition de l'ANDEV de faire évoluer le code de l'Education pour une intégration du périscolaire dans le même cadre que le scolaire, la représentante juridique du MENESR, a opposé l'existence du CGCT qui encadre, pour elle, parfaitement les questions du périscolaire.

Concernant les bonnes pratiques identifiées, « France Urbaine » mentionne la mise en place de protocoles d'accueil pouvant intégrer tous les acteurs concernés et des plans de formation lancés par les villes après conventionnement avec des associations spécialisées.

Il est fait mention du Réseau Loisirs Handicap 92 créé en 2006 par la DDSC et le collectif d'association SAIS 92, qui est un dispositif visant à favoriser l'accès aux activités municipales pour les enfants et jeunes handicapés. 28 communes sont impliquées dans le réseau et chaque commune a identifié un professionnel, « le référent loisirs handicap », qui a pour rôle d'écouter, d'accompagner et d'informer sur l'accueil des enfants porteurs de handicap dans les structures de loisirs.

En Loire-Atlantique, un groupe de travail animé par la DDSC et réunissant l'Education nationale, le Conseil départemental, la MDPH, la CAF, des accueils de loisirs et des associations, a élaboré une grille d'évaluation des besoins des enfants handicapés en matière d'accès aux accueils périscolaires et de loisirs (GEVA LOISIRS) en adaptant la grille d'évaluation des besoins des élèves en situa-

L'existence de cette commission qui est à mettre en parallèle avec le travail mené sur la même problématique par le ministère de l'Education en commission ad hoc, montre une préoccupation générale des institutions en direction des enfants porteurs de handicap et plus particulièrement sur leur difficulté à intégrer des structures d'accueil périscolaire. Celles-ci, qui sont de compétence territoriale pour la grande majorité (voire la quasi unanimité), participent déjà à cette intégration, mais de manière trop ténue, conséquence de moyens financiers, mais aussi de qualification de ses encadrants.

Cette commission, bien que rassemblant beaucoup d'intervenants extérieurs à l'école, pour mener la réflexion, semble néanmoins travailler avec une préoccupation scolaro-centrée; en clair, la « parole » de l'Education Nationale semblerait être prépondérante. En témoigne la réaction de la représentante juridique du MEN quand le représentant de l'ANDEV a proposé de travailler sur le code de l'éducation afin d'y intégrer les préoccupations périscolaires de manière cohérente avec ce qui est mis en place sur le temps scolaire. En espérant que tout ce travail, important dans son fond et dans la finalité recherchée, ne se bute pas qu'à de « simples » problèmes de moyen, en lien avec les possibilités financières des collectivités territoriales et des institutions à répondre aux exigences légitimes d'accueil de ces enfants. Et de souhaiter que la médiation engagée conduira plus vers une prise en charge globale et équivalente de cet accueil, quelle que soit la temporalité de celui-ci dans la journée, la semaine, le mois ou dans l'année. Un dossier à suivre avec vigilance donc...

tion de handicap (GEVA-Sco). Cet outil est actuellement en phase de test par la DDSCS.

En conclusion le défenseur des droits propose la mise en place d'un groupe de travail chargé de clarifier le cadre juridique concernant la compétence des MDPH en matière de périscolaire et de définir les évolutions nécessaires à rendre la décision de la CDAPH opposable aux collectivités. Par ailleurs, dans l'attente d'une clarification du cadre juridique, une expérimentation du dispositif pourrait être mise en place au sein de certaines MDPH.

Une prochaine réunion de l'Observatoire est prévue le 17 mars 2016.

Par Bernard MAILLARD

Vice-Président de l'ANDEV

Directeur de l'Education de la ville d'Eragny

PARTICIPEZ AUX RENCONTRES DE L'ORME LES 8 ET 9 JUIN 2016 !

Depuis notre Congrès de Limoges en décembre 2008, et les échanges de la future équipe de coordination du réseau andev sud méditerranée avec le directeur des rencontres de l'Orme, notre association anime l'espace villes numériques au sein de ces rencontres. Cette animation est née de la volonté commune d'afficher l'intérêt de la gouvernance partenariale des collectivités avec l'Éducation Nationale pour la dynamique des actions numériques.

Cette année, la thématique de cette rencontre nationale est « Innover pour éduquer, éduquer dans un monde qui innove »

« La mutation numérique s'opère à grande vitesse et impacte tous les secteurs : santé, éducation, économie, vie sociale. Dans ce contexte, quels savoirs et quelles compétences l'École doit-elle développer chez l'élève ? Comment lui permettre d'acquérir les savoir-faire et savoir-être indispensables pour s'adapter aux évolutions de la société numérique ? Quels outils lui sont nécessaires pour comprendre et analyser un monde marqué par l'immédiateté et l'évanescence des flux d'informations ? Comment l'aider à protéger et construire son identité numérique et sa liberté d'expression, tout en ayant un usage responsable des technologies ? Et comment développer, chez l'agent économique de demain, la capacité à innover ou à collaborer ?

Comment la communauté éducative peut-elle s'emparer efficacement du numérique ? Comment adapter les pratiques d'enseignement aux nouveaux usages et s'engager dans une démarche d'innovation pédagogique au service de la réussite des élèves ? Quelles perspectives de renouvellement des modes d'apprentissages, pour des approches plus participatives, inclusives et évolutives ? Quelles pratiques pédagogiques fonder sur les capacités d'exploration collectives des élèves ? Quels réseaux d'acteurs impliquer pour aider à l'émergence d'une dynamique d'usages innovants et créatifs à même de répondre à ces enjeux ? »⁵

Dans le vaste programme en cours afin de répondre à ces questions, deux **tables rondes** sont en préparation avec l'ANDEV et différents inter-

venants dont une sur la e-réputation coordonnée par la MAIF avec la présence de notre Président Paul Monnoyer⁶.

La deuxième table ronde, notamment avec la présence de la ville de Nantes, échangera sur l'établissement scolaire numérique de demain. Elle abordera les actions numériques pouvant faciliter les liens du nouveau cycle 3 (CM1-CM2-6^e)

Notre espace accueillera une exposition des projets numériques des PEDT des villes présentes sur tous les temps de l'enfant⁷.

Et un espace convivial permettra des échanges informels.

Nous vous attendons nombreux !

Janine Bouvat

Vice-Présidente de l'ANDEV

Coordonnateur du PEDT de la ville de La Ciotat (13)

Philippe Rajon

Directeur de l'Atelier Canopé
des Bouches-du-Rhône (13)

5. www.orme-multimedia.org/r2015/

6. <https://www.maif.fr/maif-pour-une-societe-collaborative/partage-de-la-connaissance/enjeux-numeriques/mes-datas-et-moi.html>

7. Pour toute participation souhaitée, joignez notre chargée de mission : secretariat@andev.fr

L'ANDEV FÊTE SES 25 ANS !

L'histoire commune des 25 ans de l'Andev et de 25 années de construction des politiques éducatives locales

Appel à contributions

Apparue il y a bientôt 25 ans comme un OVNI dans le grand univers institutionnel français de l'éducation, l'ANDEV s'apprête à fêter son quart de siècle d'activité.

Un tel anniversaire est l'occasion de jeter un coup d'œil dans le rétroviseur, pour se rappeler d'où l'on vient, ce que l'on a produit, pour mieux déterminer où l'on va.

Fort de cette idée, le Conseil d'Administration de l'ANDEV a validé une démarche visant à recueillir des témoignages de ceux qui ont contribué (et contribuent encore) à dessiner les contours de notre réseau. Pour ce faire Janine Bouvat a regroupé autour d'elle deux membres de la «branche historique» (Alain Bocquet et moi-même) afin de rassembler les regards de membres, de partenaires, d'amis, de témoins ou de compagnons de route, et de recueillir leurs témoignages sur le chemin parcouru, et constituer un «kaléidoscope» de cette période post-décentralisation.

Un questionnaire a ainsi été élaboré pour servir de prétexte et de support à une expression libre et personnelle sur un ou plusieurs aspects du positionnement, de la vie et des actions de l'ANDEV depuis sa fondation jusqu'à ce jour.

Les questions posées sont les suivantes :

- Quand avez-vous entendu parler de l'ANDEV pour la première fois ?
- En quoi cette rencontre, voire engagement, a changé (ou pas) votre réflexion quant aux politiques éducatives ?
- En quoi cette rencontre, voire engagement, a modifié votre représentation de votre métier ou/et de vos pratiques professionnelles ;
- Qu'est-ce que l'Association ANDEV a apporté pour vous dans le champ de l'Éducation ?
- Racontez-nous un événement marquant lié à l'Andev auquel vous avez pu contribuer ?
- Parmi toutes les rencontres et aventures humaines que vous avez vécues au sein de l'ANDEV, pouvez-vous nous en raconter une ?

Un questionnaire spécifique a également été élaboré à l'intention des collègues qui ont organisé des colloques, congrès, journées thématiques ou de formation.

Il s'agit, bien entendu, de témoigner d'un ou de plusieurs aspects «fondateurs» et de dessiner,

autour de nos valeurs communes, les perspectives qui s'offrent aux générations actuelle et à venir dans notre domaine d'action.

On l'aura compris, il s'agit d'un prétexte pour solliciter une expression libre, multiforme, plurielle, par ceux qui ont compté, participé, observé, ou réagi dans les temps forts de notre réseau éducatif territorial et sur la façon dont ils ont perçu l'émergence des territoriaux dans le monde de l'éducation. L'enjeu étant, pour nous, d'inscrire également la fondation et la structuration de l'ANDEV dans le contexte de la structuration et du développement des politiques éducatives locales.

Ainsi, vos témoignages alimenteront et soutiendront notre démarche introspective, travail de mémoire nous aidant à formaliser une analyse éclairée par nos cultures, nos expériences professionnelles et notre histoire au cœur du système public de l'éducation. Chaque contribution que vous pourrez apporter à cette démarche sera importante pour atteindre cet objectif.

Ces témoignages pourront donner lieu à publication (pour tout ou partie et sous réserve de votre autorisation préalable) dans un recueil à finaliser pour un prochain congrès de l'ANDEV, diffusé à travers divers supports d'information et de communication (La Communale, rubrique «actualité» des éditions Weka etc...).

Ils complèteront, en l'illustrant et en lui donnant une dimension «humaine» supplémentaire, la base documentaire à partir de laquelle je proposerai aux Présidentes qui m'ont succédé ainsi qu'à Janine BOUVAT et Alain BOCQUET, membres du conseil d'administration qui co-animent cette démarche, la trame rédactionnelle d'un ouvrage sur le thème «l'Andev et 25 années de construction de politiques et de projets éducatifs locaux»

A vos plumes donc, pour quelques lignes sur l'une ou plusieurs des questions ci-dessus, pour un témoignage ou une réaction personnelle (dans la limite de deux à trois pages ...).

Vos contributions sont à adresser à Janine BOUVAT <mailto:janine.bouvat@gmail.com> et nous vous en remercions par avance.

Francis OUDOT

Président d'honneur de l'ANDEV
DGA de la ville d'Aix-en-Provence (13)

Compte-rendu de la journée du réseau sud-méditerranée réuni le 16 octobre 2015 à Aix-en-Provence

I. Éducation numérique.

Dans le cadre de l'Education Numérique et les divers choix de matériels selon les collectivités et choix des IEN, la question se pose de garantir une continuité des choix technologiques et de leur accompagnement en termes de formation et dans le temps, adapté aux enseignants. Il est conseillé de faire prendre conscience aux enseignants de la nécessité d'utiliser les équipements, compte tenu du décalage existant, entre l'envie des enseignants de faire et changer leurs méthodes de travail.

Il est aussi indispensable de garantir :

- une continuité avec le collège
- un positionnement homogène entre les DASEN qui se succèdent.

Sur la crédibilité dans les choix technologiques, les retours d'expériences montrent que celle-ci est très fortement renforcée par l'accompagnement par le réseau Canopé (ex CRDP comme en témoignent les villes de La Ciotat et Nîmes, mais aussi Aix-en-Provence en amont de leur démarche d'équipement) avec un bilan des usages tous les ans. Celui-ci est possible aussi via l'appel au monde universitaire des enseignants-chercheurs. Il faut qu'il y ait une reconnaissance respective des compétences de chacun des partenaires.

Il est noté des écarts en termes de couverture de réseaux (tant à Aix qu'à Nîmes).

Aix en Provence : la ville expose sa convention de partage du matériel entre le scolaire et périscolaire. Le collège choisit le matériel pour les écoles qui y sont rattachées avec des tablettes ; six classes mobiles équipées en tablettes numériques (android) avec partage scolaire et périscolaire sont prévues, mais une difficulté d'administration du réseau demeure, ce qui génère une convention contraignante. Cette approche a été confortée au niveau national comme devant être un encadrement à toute action avec appui sur des enseignants volontaires.

Istres : une tablette est offerte à chaque élève de CM1 et CM2 et à la fin de l'année scolaire, l'élève part avec de l'école. Cette annonce est un point de départ politique au travers d'une approche « cadeau de Noël ».

Martigues : la tablette reste à l'école mais ira à la maison.

Toulon : la ville en est aux salles informatiques, apportant des solutions différentes ici ou là, avec certains enseignants qui ne l'utilisent pas au maximum des capacités, et d'autres enseignants qui veulent aller au-delà.

Un groupe technique, et le réseau CANOPÉ a été constitué pour trouver des pistes nouvelles : classes mobiles et vidéo projecteurs.

Un équipement modeste est installé, mais répondant aux demandes, en termes d'usages, afin à termes, d'en finir avec les salles Informatique.

Salon de Provence : projet en cours avec un programme d'investissement en TNI sur le mandat.

La Ciotat : grâce à l'accompagnement du réseau canopé l'école numérique de La Ciotat a connu deux phases à partir d'une réflexion sur les usages :

- De 2009 à 2012, une expérimentation avec un équipement pour trois ans sur un diagnostic des usages des enseignants, réaliste, déduit de l'enquête effectuée par l'ORME⁸. Deux objectifs ont alors prévalu : premièrement la diversité de l'équipement selon possibilité des usages de l'école (chariots mobiles, salles informatiques, vidéoprojecteur, ordinateur en fonds de classes) et deuxièmement la formation des enseignants avec le développement d'un ENT sur toutes les écoles.

- De 2012 à 2015 : l'équipement de TNI en Classes de CM1 et CM2 et l'expérimentation de tablettes sur une école de maternelle et une école élémentaire. L'objectif est une généralisation de l'équipement intégrée par l'ensemble des enseignants devant conduire à un développement du parcours pédagogique différencié de l'élève. La ville est en attente de l'évaluation locale avec l'éducation nationale.

Conclusion : une mise à niveau des équipes enseignantes a ôté toutes résistances à cet outil. Le portage du projet par un tiers, en l'occurrence l'Orme et l'ex-CRDP qui bien qu'établissement public, de par son image « éducation nationale », a ôté les freins liés aux peurs d'une ingérence politique sur le pédagogique. Le bémol reste alors technique avec certaines zones géographiques en problèmes de débit.

Financements :

- Système BYOD qui est un conventionnement entre la famille et la ville sous forme d'une participation en fonction des ressources sociales de la famille laquelle participe à l'acquisition de l'équipement.

- Rappel Aix – French'Tech avec Marseille pour développement des entreprises +Smart cities (ville

8. Observatoire des Ressources en Multi média pour l'Education dont le prochain Salon aura lieu les 8 et 9 juin 2016.

connectée – recherche de stationnement, badge par i phone + Campus numérique international = c'est aussi dans ce contexte que les écoles sont en cours d'équipement) et dans ce cadre il y a des recherches de mécénats.

Concernant l'enfant : un enfant est environné dans son quotidien par du numérique et ses modes d'apprentissage ont changé. Il y a des niveaux d'apprentissage différents, selon les enfants, les milieux sociaux.

Concernant la gestion de ce type de projet : il faut pouvoir déterminer un mode de gouvernance. Une organisation pratique de ce comité de pilotage (avec une partition partenariale de sa composition – y compris des parents d'élèves) est nécessaire avec une pérennité dans son fonctionnement.

En effet, la salle TICE sert en fait souvent comme lieu de partage des ateliers numériques, mais cela n'a pas plus de sens en termes de fonctionnement de classes. Mais la certification scolaire impose un apprentissage de l'usage des ordinateurs (envoi d'un mail, d'un copier-coller) qui peut rendre nécessaire de maintenir une salle multimédia permettant de remplir cet exercice imposé, mais, cela étant, il y aussi une approche possible avec des ordinateurs dits en fond de classe.

Cependant, il demeure toujours des débats sur la pertinence des choix technologiques selon les points de vue de chacun.

Les villes ne consolident/capitalisent pas assez les expériences de chacun pour faire ressortir des enseignements qui ne devraient plus être discutés, comme par exemple, le tableau numérique dans la classe et la tablette, le réseau performant pour faire l'équipement en THD une définition de l'outil-classe qui est un outil-maître (TNi ou VPi) avec un élément important sur le logiciel d'accompagnement des enseignants dans l'utilisation de l'outil qui est un élément décisif (alors que le logiciel libre Sankoré imposé par l'EN est un handicap) complété par des outils individualisation (Tablettes) qui est à considérer comme un outil-élève.

ANDEV réseau Sud considère indispensable de partager les projets actuels et l'historique de la méthodologie et les bilans techniques, éducatifs et pédagogiques des villes. Le réseau propose les prochaines rencontres de l'Orme comme tremplin annuel à cette visibilité.

Conclusions

Il n'existe pas un choix plus pertinent que d'autres, mais des choix.

Il est nécessaire d'insister sur la notion de gouvernance, de convention.

Il est important de partager sur ce que l'on a mis en place dans les villes et en faire une synthèse.

II. Les PEDT et l'évaluation : Comment évaluer ? Quels critères à mettre en œuvre ?

Lors de la journée du 24 septembre à Reims avec Alain Bollon, enseignant-chercheur intervenant de l'Unesco, il a été redéfini l'action d'évaluation sur la notion des valeurs qui fondent le projet et qui lors de l'évaluation sont alors questionnées. La distinction a été très claire avec le concept de contrôle qui ne relève pas de l'évaluation.

L'exploitation de cette approche concernant l'évaluation et la manière dont cela a été utilisé pour le PEDT : Exemple de Strasbourg avec une direction conseil, pilotage et performance ;

Exemple de chefs de projets PEL ; de suivi des résultats ; du besoin d'intégrer une action de détermination du projet d'école avec les projets éducatifs périscolaires ;

Dans les différents cas présentés, on peut observer que l'appui des fédérations d'éducation populaire pour réaliser un travail d'évaluation est assez courant. Cependant, l'articulation projet d'école et prise en compte du projet éducatif périscolaire est assez inexistant ! Y compris sur les aspects concernant la réussite scolaire dont la Loi de la refondation de l'école demande à la ville d'être aussi un acteur possible et positif en appui aux enseignants. L'évaluation renvoie alors au besoin d'échanger sur les résultats scolaires, et sans doute l'inévitable comparaison entre écoles qui en adviendrait amène des résistances de l'Education nationale à les partager avec la ville.

Exemples des évaluations des PEDT des communes présentes :

La Ciotat : la question de comment le périscolaire lutte contre les inégalités scolaires et participe donc à la réussite scolaire pose la question de la connaissance des publics et donc une complicité entre les acteurs de terrain pour orienter les enfants vers les meilleures sollicitations; il n'y a pas encore de travail d'une communauté éducative aussi fin jusqu'à présent. La fréquentation du périscolaire reste sur un mode de choix parental individualiste. Si le vendredi après-midi n'était pas le meilleur temps à choisir pour ces activités, la ville souhaite à présent aller jusqu'à la fin de l'expérimentation des trois ans sur cette organisation. Les parents ne souhaitent plus de changements pour leurs enfants et le seul qu'ils affirment souhaiter est celui de retrouver la coupure du mercredi. Par ailleurs la ville souhaite attendre les résultats des deux études de la Degesco prévues pour 2017 sur les performances scolaires au regard des différents rythmes de la réforme. Enfin,

du point de vue du droit, la commune de St-Cyr sur-mer a gagné il y a un an au conseil d'État sur la remise en cause du vendredi. Aussi même si à terme, on s'oriente vers une mesure réglementaire qui interdirait le vendredi après-midi, la ville souhaite terminer son expérimentation dans le même cadre.

Parmi les grandes villes, la ville de Lyon est aussi avec une organisation le vendredi après-midi.

L'Andev va être associée à une évaluation de la demi-journée.

Plusieurs notions sont rappelées sur la réforme :

le sens relatif au temps de l'enfant et son rythme, la gestion par rapport aux équilibres financiers pour la commune (mais aussi pour la famille, théoriquement) et le public ciblé prioritairement.

Enjeux financiers au regard de la réforme des rythmes scolaires :

Fos sur Mer : 10 écoles, 1830 élèves, 25 animateurs supplémentaires titulaires Temps complet (périscolaire et extra scolaire)

St Rémy de Provence : 4 ou 5 créations de postes sur 200 agents pour 4 écoles et 650 enfants; redéploiement ATSEM et animatrice ; 3 ETP animateur + 1 mi-temps de coordonnateur + Intervenants associatifs + intervenants auto-entrepreneurs ; organisation à 2 fois 1h30 répartis sur les 4 jours ;

Salon de Provence : 4200 élèves pour 25 écoles (14 mat et 11 élém) pour 154 classes ; fin à 15 h 45 ; 2+2 directeurs ALSH (1 CAE 2CDD 1 redéploiement interne) ; + Pour l'encadrement auprès des enfants et recrutement existant avec appel à projets associatifs ;

Nîmes : 12500 enfants, 83 écoles, choix de ¾ d'heure chaque jour, 45 sites alae, un référent et un référent adjoint positionnés, environ 100 postes déprécarisés, 80% des adultes dans chaque équipe détenteurs au moins du BAFA, formation financée par la Ville pour 258 agents ;

Gardanne : 13 écoles, 6 mat et 7 elem, 1980 enfants ; service d'animation préexistants avec 15 permanents ; les personnels préexistants ont été déprécarisés pour 30 permanents à TC (avec vacataires) avec redéploiement personnels médiation-prévention sports ; 15 h 00 et 17 h 00 de fin d'après-midi ;

La Ciotat : 23 écoles 11 elem 12 mat 3 100 enfants ; demie journée le vendredi après-midi

Contrats des animateurs passés de 17 h 00 à 21h00 ; Plan de formation y compris BPJEPS ; Redéploiement des services associés dont ETAPS, services culturels, santé-famille, espaces verts, service jeunesse et ATSEM. Appels à une quinzaine d'intervenants associatifs.

Marignane : 14 écoles mat et 14 elem et 3500 élèves ; aucune création de postes mais appel à l'existant du fait qu'il y avait des personnels déjà préexistants ; mobilisation des ETAPS, des intervenants des autres services avec redéploiement de leur temps de travail sur le périscolaire ; + 6 coordonnateurs (avec primes) par multisites (300 enfants maxi) avec les diplômes nécessaires, en postes ouverts à divers professionnels ;

Istres : 27 écoles, 13 elem et 14 mat 4600 élèves ; deux demis journées d'1h30 ; Redéploiement des moyens existants et 110 vacataires recrutés et redéploiement 30 ETAPS ;

Aix en Provence : 9400 pour 74 écoles en 50 GS ; Mise dans le circuit des directeurs d'école en tant que référents périscolaires ; 15 h 45 garderie animée ; 16 h 45 à 18 h 30 NAP

Animateurs MAD par les CSCS et Etudiants recrutés à la vacation ; transformation de 6 postes de coordinateurs périscolaires ; pas de créations de postes nettes ; Un forfait à la journée, pour 1, 2, 3 ou 4 jours par semaine payant.

Toulon : présence forte de tous les directeurs des écoles en tant que référents périscolaires et ce, depuis longtemps;

Toutes les communes citées sont en ACM sauf St Rémy où seuls les TAP sont en ACM

III. Evaluation et absentéisme des agents ATSEM

Remarques générales : Constat d'une hausse de l'absentéisme en particulier chez les ATSEM, depuis deux ans, lié aux rythmes, aux mercredis, aux nouvelles problématiques (cohabitation de plusieurs nouveaux métiers, référents périscolaires, parents en tension, nouvelles missions soudaines) ;

Marignane : le planning des ATSEM avec moins de nettoyage et plus d'éducatif, est considéré comme un moyen de baisse de l'absentéisme et avec une évolution concernant les missions ;

Gardanne : une situation de souffrance au travail est constatée qui remonte des écoles, malgré des efforts de formation importants, mais il demeure un stress par rapport aux exigences liées au taux d'encadrement avec des responsabilités nouvelles pas toujours faciles à assumer ;

Salon de Provence : 28% en arrêt ordinaire sur les deux derniers jours d'octobre avant les vacances de Toussaint ;

Fos sur mer : absentéisme de 39 jours par an et par agent.

La Ciotat : augmentation visible de l'absentéisme depuis la réorganisation liée à la réforme des rythmes scolaires.

On peut pointer aussi, dans une démarche de PEDT et de nouveaux rythmes scolaires, que malgré ce contexte de rapprochement théorique du temps scolaire et périscolaire, il y a peut-être malheureusement encore un constat partagé à partir des ATSEM, en constatant que ces dernières n'exercent que trop rarement un travail réellement partagé avec l'enseignante, en étant trop rarement associée pleinement à la construction du projet de vie dans la classe.

Pour les agents, il y a une fragilité liée au cadre de travail (missions, horaires) qui est très mouvante et donc sources d'insécurité et d'inquiétudes, et dans un contexte de positionnement difficile entre les différents types de professionnels désormais présents dans l'école.

C'est aussi le constat d'une très grande complexité de l'école à la française accentué par le développement des ACM en temps périscolaire.

Cela rend curieusement nécessaire de reposer le socle de base de l'école intégrant le nouvel univers et le nouveau poids et la nouvelle complexité du périscolaire, du fait que l'on a ouvert l'école à son environnement extérieur (nombre de personnes dans l'école, les statuts très différents, présents dans l'école, y compris dans les horaires de travail).

On en arrive à avoir besoin de dresser des catégories d'école par grande typologie d'école au regard d'un ensemble de spécificités propres à chacune de ces typologies compte tenu de l'extrême diversité d'organisation d'école pour le 1er degré.

L'organisation de l'école pour le premier degré est tellement diverse que chaque famille changeant de commune va radicalement changer d'organisation personnelle.

IV. les Enjeux de gestion du secteur de l'éducation pour la commune, le 1^{er} secteur de dépenses. Le constat pour apporter des arguments construits aux politiques :

- Partager les fondamentaux positionnant le secteur de la gestion des services à l'enfant à l'échelle des autres champs d'intervention ;
- Partager nos grands postes financiers ;
- Partager les évolutions et les choix de réduction du niveau de service public
 - Pointer la nécessité de consolider le budget en opération (dépenses + Recettes) ;
 - Pointer la nécessité de partager un point de vue global des directeurs et responsables des chefs de service ; tous les secteurs ne sont pas du même niveau de priorité dans le cadre d'une approche globale des actions d'une commune.
- Nécessité de la connaissance de notre territoire

et de notre public en amont pour remettre en perspective la finalité de l'action publique.

Exemples des options d'économies dans le secteur de l'éducation :

Marignane : Diminution du nombre d'ATSEM par classe vers plus d'éducatif dans les missions, en travaillant sur la formation, les nouvelles méthodes de travail avec les enseignants; Groupe projet mis en place pour apporter des éléments de réflexion avec IEN.

Fos sur Mer : Stabilisation de la masse salariale (voire de diminution), mais dans la pratique, il y a plutôt une hausse ; avec la métropole de Marseille, il va y avoir des redéploiements de personnels ;

La Ciotat : une baisse de budget de 10% en 2015 et 5% en 2016 ; pour l'instant pas de diminution d'ATSEM annoncée.

Nîmes : idem sur le budget;

Au regard de ces éléments le débat reste ouvert sur les méthodes de travail des différentes communes dans la gestion financière et particulièrement la masse salariale des secteurs éducatifs qui est la plus importante. La réflexion sur la qualité du service est aussi posée dans ce contexte. La prochaine réunion régionale poursuivra cette réflexion le vendredi 4 mars à Nîmes.

Un sujet de débat futur pour l'Andev : Quelle action autour de la laïcité ? Une prévision de réaliser une capitalisation des actions déjà engagées serait opportun considérant que nous sommes de plus en plus confrontés à ces situations.

Par Chantal Blandel, Janine Bouvat, Cécile Lahousse, Thierry Léouffre
Equipe de coordination du réseau ANDEV
sud-méditerranée

L'action éducative en pratique



Dynamiser l'**innovation éducative locale**, organiser le travail des ATSEM dans les temps périscolaires, utiliser la sectorisation comme outil de **mixité sociale scolaire**, articuler **projet d'école et projet éducatif local**, choisir le bon mode de gestion pour l'entretien des locaux scolaires, garantir qualité et sécurité dans le service de **restauration scolaire**, s'engager dans un programme de **réussite éducative**, etc. : autant de sujets que *L'action éducative en pratique* aborde de façon simple et opérationnelle.

150 fiches et outils pratiques, ce service documentaire apportera des réponses claires à chacune de vos interrogations :

- > Diriger un service municipal de l'éducation
- > Mettre en oeuvre le projet éducatif local
- > Financer les actions éducatives

Editions WEKA

L'abonnement comprend :

1. Le guide de référence
2. L'accès au site Internet des abonnés

www.weka.fr

3. La lettre d'information hebdomadaire

Tarif : 415 € TTC (hors frais de port 9 € TTC).

Tarif préférentiel à 353 € pour les membres de l'ANDEV

Contactez WEKA au 01.53.35.16.16

Mutualiser les compétences scolaires et périscolaires



Auteur(s) : A. Dressayre, M. Lestien

La mise en place des nouveaux rythmes scolaires constitue un enjeu en termes de ressources humaines. Une des premières difficultés auxquelles les collectivités ont été confrontées porte sur les conditions du recrutement des animateurs qualifiés, leur coût et la pérennisation de ces emplois. La question de la réorganisation des services et de la réaffectation du personnel associé s'est posée dans toutes les communes. Face à ce défi, la mutualisation peut constituer un outil au service des responsables des ressources humaines et des responsables de l'éducation dans les communes et les intercommunalités. Dans cet ouvrage, les repères pour l'action en matière de mutualisation s'appuient, d'une part, sur une analyse du cadre juridique des compétences territoriales dans les domaines scolaire et périscolaire et, d'autre part, sur l'expérience concrète des auteurs auprès des décideurs et managers territoriaux qu'ils ont accompagnés dans la conduite de leurs projets. Les recommandations formulées reposent sur un travail commun avec le cabinet Landot et associés et les responsables des communes et établissements de coopération intercommunale que les auteurs ont accompagnés dans leurs démarches de mutualisation.

<http://boutique.lagazette.fr/mutualiser-les-competen-ces-scolaires-et-periscolaires.html>

Tarif : à partir de 25 € TTC

Dessiner les contes : ateliers éducatifs à faire à la maison



Auteur(s) : Annie Byache , Nathalie Carpentier
Éditeur : Eyrolles
Reliure : Broché
Date de sortie : 18/02/2016
Collection : Jeux et activités

Rayon : Maternité et Puériculture / Éducation et développement de l'enfant

Une méthode en 10 séquences pour contribuer à l'éveil de son enfant avant 6 ans. Fondée sur le dialogue et sur l'univers des contes, elle permet de développer son imagination et sa créativité.

Tarif : 19,90 € TTC

La Communele

Édition de L'ANDEV

Directrice de la publication
 Paul Monnoyer

Rédaction
 ANDEV,
Comité de rédaction
 Nicolas DEBUCQUET,
 Janine BOUVAT,
 et Paul MONNOYER

Maquette - Réalisation
 Réseau Canopé

Imprimerie de Réseau Canopé
 Télépport1@4 BP 80158 86961
 Futuroscope Cedex

ISSN en cours

Dépôt légal DÉCEMBRE 2015

